



## Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale  
8 mars 2022  
Français  
Original : anglais

### Conférence des Parties

## Rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt-sixième session, tenue à Glasgow du 31 octobre au 13 novembre 2021

### Additif

### Deuxième partie : Mesures prises par la Conférence des Parties à sa vingt-sixième session

### Table des matières

#### Décisions adoptées par la Conférence des Parties

<i>Décisions</i>	<i>Page</i>
1/CP.26 Pacte de Glasgow pour le climat.....	2
2/CP.26 Rapports du Comité de l'adaptation (2019, 2020 et 2021) .....	10
3/CP.26 Plans nationaux d'adaptation .....	11
4/CP.26 Financement à long terme de l'action climatique .....	13
5/CP.26 Questions relatives au Comité permanent du financement .....	16
6/CP.26 Rapports du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds .....	52
7/CP.26 Rapports du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds .....	55
8/CP.26 Compilation-synthèse des communications biennales d'informations relatives au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris, et rapport de synthèse sur l'atelier de session consacré à ces communications .....	58
9/CP.26 Améliorer la mise au point et le transfert des technologies climatiques au moyen du Mécanisme technologique.....	59
10/CP.26 Examen de l'acte constitutif du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques.....	62
11/CP.26 Deuxième examen du Centre-Réseau des technologies climatiques.....	65



## Décision 1/CP.26

### Pacte de Glasgow pour le climat

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les décisions 1/CP.19, 1/CP.20, 1/CP.21, 1/CP.22, 1/CP.23, 1/CP.24 et 1/CP.25,

*Prenant note* des décisions 1/CMP.16 et 1/CMA.3,

*Consciente* du rôle que jouent le multilatéralisme et la Convention, y compris ses processus et ses principes, et de l'importance que revêt la coopération internationale face aux changements climatiques et à leurs effets, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté,

*Considérant* les effets dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et l'importance de veiller à un relèvement mondial durable, résilient et inclusif caractérisé par la solidarité, en particulier à l'égard des pays en développement parties,

*Consciente* des progrès importants accomplis depuis 1994 grâce au processus multilatéral mis en place dans le contexte de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris,

*Considérant* que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière, les Parties devraient, lorsqu'elles prennent des mesures pour faire face à ces changements, respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable, et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations,

*Notant* qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris dans les forêts, les océans et la cryosphère, et à la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre nourricière, et *notant également* que pour certains, la notion de « justice climatique » est importante dans l'action menée face aux changements climatiques,

*Exprimant sa gratitude* aux chefs d'État et de gouvernement qui ont participé au Sommet des dirigeants mondiaux à Glasgow ainsi qu'aux Parties qui ont annoncé le renforcement de leurs objectifs et mesures et ont pris l'engagement de travailler ensemble et avec les entités non parties en vue d'accélérer l'action sectorielle d'ici à 2030,

*Consciente* que les peuples autochtones, les communautés locales et la société civile, y compris les jeunes et les enfants, contribuent de manière importante à faire face et à répondre aux changements climatiques, et *soulignant* qu'il est urgent de mener une action concertée à plusieurs niveaux,

*Consciente* que les crises mondiales découlant des changements climatiques et la perte de biodiversité sont étroitement liées et que la protection, la conservation et la restauration de la nature et des écosystèmes jouent un rôle essentiel dans les résultats obtenus en matière d'atténuation et d'adaptation, tout en prévoyant des garanties sociales et environnementales,

## I. Données scientifiques et urgence

1. *Estime* qu'il importe de disposer des meilleures données scientifiques pour que l'action climatique et l'élaboration des politiques climatiques soient efficaces ;
2. *Accueille avec satisfaction* la contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat<sup>1</sup> et les

<sup>1</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 2021. Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the

récents rapports mondiaux et régionaux sur l'état du climat émanant de l'Organisation météorologique mondiale, et *invite* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à présenter ses prochains rapports à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique en 2022 ;

3. *Se déclare extrêmement préoccupée* par le fait que les activités humaines ont, à ce jour, entraîné un réchauffement d'environ 1,1 °C, dont les effets se font déjà sentir dans toutes les régions ;

4. *Souligne* qu'il est urgent de renforcer l'ambition et l'action en matière d'atténuation, d'adaptation et de financement en cette décennie cruciale afin de combler l'écart entre les efforts actuels et les trajectoires à suivre pour réaliser l'objectif ultime de la Convention et l'objectif global à long terme au titre de celle-ci ;

## II. Adaptation

5. *Prend note avec une profonde inquiétude* des conclusions de la contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, notamment du fait que les phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes et leurs effets néfastes sur les personnes et la nature continueront de s'aggraver à mesure que la température continuera de s'élever ;

6. *Souligne* qu'il est urgent d'intensifier l'action menée et l'appui apporté, notamment en matière de financement, de renforcement des capacités et de transfert de technologies, afin d'améliorer les capacités d'adaptation, d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques, conformément aux meilleures données scientifiques disponibles, compte tenu des priorités et des besoins des pays en développement parties ;

7. *Accueille avec satisfaction* les plans nationaux d'adaptation présentés à ce jour, qui permettent de mieux comprendre et mettre en œuvre les mesures et les priorités en matière d'adaptation ;

8. *Prie instamment* les Parties d'intégrer davantage l'adaptation dans la planification locale, nationale et régionale ;

9. *Invite* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à lui présenter, à sa vingt-septième session (novembre 2022), les conclusions de la contribution du Groupe de travail II à son sixième Rapport d'évaluation, y compris celles qui concernent l'évaluation des besoins d'adaptation, et *engage* les chercheurs à améliorer la compréhension des effets mondiaux, régionaux et locaux qu'ont les changements climatiques, des mesures de riposte envisageables et des besoins d'adaptation ;

## III. Financement de l'adaptation

10. *Constate avec inquiétude* que la contribution actuelle au financement de l'action climatique pour l'adaptation ne suffit toujours pas à faire face à l'aggravation des effets des changements climatiques dans les pays en développement parties ;

11. *Prie instamment* les pays développés parties d'accroître d'urgence et de manière importante leur contribution au financement de l'action climatique, au transfert de technologies et au renforcement des capacités pour l'adaptation de façon à satisfaire aux besoins des pays en développement parties dans le cadre d'un effort mondial, notamment en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation ;

---

Intergovernmental Panel on Climate Change. (« Changements climatiques 2021 : les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat »). V. Masson-Delmotte, P. Zhai, A. Pirani, et al. (dir. pub.). Cambridge: Cambridge University Press. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg1/>.

12. *Mesure* l'importance d'un financement adéquat et prévisible de l'adaptation, y compris du rôle utile que joue le Fonds pour l'adaptation dans l'apport d'un appui spécialement consacré à l'adaptation ;

13. *Se félicite* que de nombreux pays développés parties se soient récemment engagés à augmenter leur contribution au financement de l'action climatique pour appuyer l'adaptation dans les pays en développement parties en réponse aux besoins croissants de ceux-ci, y compris les contributions versées au Fonds pour l'adaptation et au Fonds pour les pays les moins avancés, ce qui représente une avancée majeure par rapport aux efforts précédemment déployés ;

14. *Engage* les banques multilatérales de développement, les autres institutions financières et le secteur privé à accroître la mobilisation de fonds afin d'obtenir les ressources nécessaires à l'exécution des plans pour le climat, en particulier pour l'adaptation, et *encourage* les Parties à continuer de rechercher des solutions et des outils innovants permettant de mobiliser des fonds privés pour l'adaptation ;

## IV. Atténuation

15. *Réaffirme* l'objectif global à long terme consistant à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action destinée à limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, consciente que les risques liés aux changements climatiques et les effets de ceux-ci s'en trouveraient considérablement réduits ;

16. *Estime* que les effets des changements climatiques seront bien moindres si la température augmente de 1,5 °C et non de 2 °C et *décide* de poursuivre l'action destinée à limiter l'élévation de la température à 1,5 °C ;

17. *Estime* que, pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, il faut réduire rapidement, nettement et durablement les émissions mondiales de gaz à effet de serre, notamment réduire les émissions mondiales de dioxyde de carbone de 45 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 2010, l'objectif étant d'enregistrer des émissions nettes nulles vers le milieu du siècle, et les émissions d'autres gaz à effet de serre de manière notable ;

18. *Estime également* qu'il faut, partant, accélérer les efforts en cette décennie cruciale, sur la base des meilleures données scientifiques disponibles et de l'équité, compte tenu des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives et dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté ;

19. *Invite* les Parties à envisager de prendre des mesures supplémentaires permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre autres que le dioxyde de carbone, y compris de méthane, d'ici à 2030 ;

20. *Engage* les Parties à accélérer la mise au point, le déploiement et la diffusion de technologies, ainsi que l'adoption de politiques, afin de passer à des systèmes énergétiques à faibles émissions, notamment en généralisant rapidement l'application de mesures en faveur de la production d'électricité propre et de l'efficacité énergétique, y compris s'agissant d'accélérer les efforts destinés à réduire progressivement la production d'électricité à partir de charbon sans dispositif d'atténuation et à supprimer graduellement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles, tout en fournissant un appui ciblé aux plus pauvres et aux plus vulnérables en fonction du contexte national et en gardant à l'esprit qu'un appui est nécessaire en vue d'une transition juste ;

21. *Souligne* qu'il importe, pour atteindre l'objectif global à long terme énoncé dans la Convention, de protéger, de conserver et de restaurer la nature et les écosystèmes, notamment les forêts et les autres écosystèmes terrestres et marins, en faisant en sorte qu'ils jouent le rôle de puits et de réservoirs de gaz à effet de serre et en protégeant la biodiversité, tout en prévoyant des garanties sociales et environnementales ;

## V. Financement, transfert de technologies et renforcement des capacités aux fins de l'atténuation et de l'adaptation

22. *Prie instamment* les pays développés parties d'apporter un appui accru, notamment sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités, aux pays en développement parties tant aux fins de l'atténuation que de l'adaptation, dans la droite ligne de leurs obligations au titre de la Convention, et *encourage* les autres Parties à fournir ou à continuer de fournir ce type d'appui à titre volontaire ;

23. *S'inquiète* de l'accroissement des besoins des pays en développement parties, qui est dû en particulier aux effets de plus en plus marqués des changements climatiques et à l'augmentation de l'endettement pendant la pandémie de maladie à coronavirus 2019 ;

24. *Accueille avec satisfaction* le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris<sup>2</sup> et la quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat<sup>3</sup>, établis par le Comité permanent du financement ;

25. *Souligne* qu'il importe de mobiliser toutes les sources de financement de l'action climatique afin d'atteindre le montant nécessaire à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, notamment d'augmenter considérablement, au-delà de 100 milliards de dollars des États-Unis par an, l'aide aux pays en développement parties ;

26. *Constate avec un profond regret* que l'objectif des pays développés parties de mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an en 2020 au plus tard dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente n'est pas encore atteint, et *se félicite* de l'augmentation des contributions annoncée par de nombreux pays développés parties et de l'adoption du *Climate Finance Delivery Plan: Meeting the US\$100 Billion Goal*<sup>4</sup> (Plan visant à mobiliser 100 milliards de dollars en faveur de l'action climatique) et des mesures collectives qui y sont présentées ;

27. *Prie instamment* les pays développés parties d'atteindre de toute urgence l'objectif des 100 milliards de dollars et de le poursuivre jusqu'en 2025, et *souligne* l'importance de la transparence dans l'exécution de leurs engagements ;

28. *Prie instamment* les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, les banques multilatérales de développement et les autres institutions financières d'augmenter encore les investissements en faveur de l'action climatique et *engage* toutes les sources à l'échelle mondiale à continuer d'accroître le montant et l'efficacité du financement de l'action climatique, notamment les dons et les autres modalités de financement à des conditions très favorables ;

29. *Souligne à nouveau* que des ressources financières accrues sont nécessaires pour pouvoir répondre aux besoins des pays qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et, à cet égard, *encourage* les institutions multilatérales concernées à réfléchir à la manière dont les facteurs de vulnérabilité climatique devraient être pris en compte dans la fourniture et la mobilisation de ressources financières à des conditions favorables et d'autres formes d'aide, notamment les droits de tirage spéciaux ;

30. *Met l'accent sur* les difficultés d'accès au financement auxquelles de nombreux pays en développement parties font face et *engage* les acteurs, notamment les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, à poursuivre leurs efforts visant à faciliter l'accès aux fonds ;

31. *Prend note* des préoccupations particulières formulées concernant l'éligibilité et la capacité d'accès au financement de l'action climatique à des conditions favorables et *souligne à nouveau* qu'il importe d'accroître les ressources financières fournies, en tenant compte des

<sup>2</sup> Voir le document FCCC/CP/2021/10/Add.2-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.2.

<sup>3</sup> Voir le document FCCC/CP/2021/10/Add.1-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.1.

<sup>4</sup> Consultable à l'adresse suivante : <https://ukcop26.org/wp-content/uploads/2021/10/Climate-Finance-Delivery-Plan-1.pdf>.

besoins des pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques ;

32. *Encourage* les bailleurs de fonds concernés à réfléchir à la manière dont la vulnérabilité aux effets néfastes des changements climatiques pourrait être prise en compte dans la fourniture et la mobilisation de ressources financières à des conditions favorables et à la manière dont ils pourraient faciliter et améliorer l'accès au financement ;

33. *Salue* les progrès accomplis en matière de renforcement des capacités, en particulier l'amélioration de la cohérence et de la coordination des activités de renforcement des capacités relatives à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris ;

34. *Estime* qu'il est nécessaire de continuer à aider les pays en développement parties à recenser et traiter les lacunes et besoins actuels et nouveaux en matière de renforcement des capacités, de catalyser l'action climatique et de trouver des solutions ;

35. *Accueille avec satisfaction* les rapports annuels communs du Comité exécutif de la technologie et du Centre-Réseau des technologies climatiques pour 2020 et 2021<sup>5</sup> et *invite* les deux organes à renforcer leur collaboration ;

36. *Souligne* qu'il importe de renforcer la coopération en matière de mise au point et de transfert de technologies aux fins de l'atténuation et de l'adaptation, notamment d'accélérer, d'encourager et de permettre l'innovation, et qu'il importe que le Mécanisme technologique bénéficie d'un financement prévisible, durable et adéquat provenant de diverses sources ;

## VI. Pertes et préjudices<sup>6</sup>

37. *Constate* que les changements climatiques ont déjà causé des pertes et préjudices et en causeront de plus en plus, et qu'à mesure que les températures augmentent, les conséquences des phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes et des phénomènes qui se manifestent lentement constitueront une menace sociale, économique et environnementale toujours plus grande ;

38. *Constate également* qu'un large éventail de parties prenantes locales, nationales et régionales, y compris les peuples autochtones et les populations locales, jouent un rôle de premier plan pour ce qui est d'éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, de les réduire au minimum et d'y remédier ;

39. *Réaffirme* qu'il est urgent d'intensifier l'action menée et l'appui fourni, notamment en matière de financement, de transfert de technologies et de renforcement des capacités, aux fins de la mise en œuvre d'approches visant à éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, à les réduire au minimum et à y remédier dans les pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables à ces effets ;

40. *Prie instamment* les pays développés parties, les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, les entités des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les autres institutions bilatérales et multilatérales, y compris les organisations non gouvernementales et les sources privées, d'apporter un appui accru et supplémentaire aux activités visant à remédier aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques ;

41. *Mesure l'importance* de l'assistance technique apportée, à la demande des pays, au renforcement des capacités de mettre en œuvre des approches visant à éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, à les réduire au minimum et à y remédier ;

42. *Se félicite* de la mise en place progressive du Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des

<sup>5</sup> FCCC/SB/2020/4 et FCCC/SB/2021/5.

<sup>6</sup> Il convient de noter que les discussions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques n'ont pas abouti à un résultat, ce qui ne préjuge pas de la poursuite de l'examen de cette question.

changements climatiques, notamment de l'accord concernant ses fonctions et du processus d'élaboration de ses arrangements institutionnels ;

43. *Fait siens* les paragraphes 67 à 70 et 73 et 74 de la décision 1/CMA.3<sup>7</sup> ;

44. *Estime* qu'il importe de mener une action cohérente pour pouvoir répondre à l'éventail des besoins découlant des effets néfastes des changements climatiques ;

45. *Décide* de consolider les partenariats entre les pays développés, les pays en développement, les fonds, les organismes techniques, la société civile et les populations locales afin de mieux comprendre en quoi les approches visant à éviter les pertes et préjudices, à les réduire au minimum et à y remédier peuvent être améliorées ;

## VII. Mise en œuvre

46. *Rappelle* que les tables rondes sur la mise en œuvre et le niveau d'ambition d'ici à 2020, que les Parties et les entités non parties ont tenues en 2018, 2019 et 2020, ont contribué à mettre en évidence et à mieux comprendre les efforts faits et les difficultés rencontrées par les Parties en matière d'action et d'appui pendant la période antérieure à 2020, ainsi que les travaux menés par les organes constitués pendant cette période ;

47. *Engage vivement* les Parties qui ne l'ont pas encore fait à honorer dès que possible les engagements annoncés au titre de la Convention ;

48. *Se félicite* des mesures prises pour concrétiser la contribution potentielle de l'action sectorielle à la réalisation des objectifs nationaux, en particulier dans les secteurs où les émissions sont fortes ;

49. *Estime* qu'il est nécessaire de tenir compte des préoccupations des Parties dont les économies sont les plus touchées par les effets des mesures de riposte, en particulier des pays en développement parties, conformément aux paragraphes 8 et 10 de l'article 4 de la Convention ;

50. *Estime également* qu'il importe de protéger, de conserver et de restaurer les écosystèmes pour que ceux-ci fournissent des services essentiels, notamment en jouant le rôle de puits et de réservoirs de gaz à effet de serre, en atténuant la vulnérabilité aux effets des changements climatiques et en contribuant à assurer des moyens de subsistance durables, y compris pour les peuples autochtones et les communautés locales ;

51. *Encourage* les Parties à adopter une approche intégrée pour prendre en compte les questions mentionnées au paragraphe 50 ci-dessus dans leurs décisions et leur planification aux niveaux national et local ;

52. *Estime* qu'il est nécessaire de garantir une transition juste qui favorise le développement durable et l'élimination de la pauvreté, ainsi que la création d'emplois décents et de qualité, notamment en rendant les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques, y compris grâce au déploiement et au transfert de technologies, et en venant en aide aux pays en développement parties ;

## VIII. Collaboration

53. *Estime* que la collaboration internationale entre tous les acteurs de la société, tous les secteurs et toutes les régions à des actions innovantes pour le climat, notamment le progrès technologique, contribue de manière non négligeable à la réalisation de l'objectif de la Convention et des cibles de l'Accord de Paris ;

<sup>7</sup> Il convient de noter que les discussions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques n'ont pas abouti à un résultat, ce qui ne préjuge pas de la poursuite de l'examen de cette question.

54. *Rappelle* le paragraphe 5 de l'article 3 de la Convention et l'importance que revêt la coopération face aux changements climatiques et à l'appui d'une croissance économique et d'un développement durables ;
55. *Estime* que les entités non parties, notamment la société civile, les peuples autochtones, les populations locales, les jeunes, les enfants, les autorités locales et régionales et les autres acteurs intéressés, contribuent de manière non négligeable à la réalisation de l'objectif de la Convention et des cibles de l'Accord de Paris ;
56. *Se félicite* des améliorations apportées au Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale pour le climat<sup>8</sup> afin de relever le niveau d'ambition, du leadership et des actions des champions de haut niveau, et du travail accompli par le secrétariat concernant le portail de l'Action climatique mondiale en vue d'encourager la responsabilisation et de suivre l'état d'avancement des initiatives volontaires ;
57. *Se félicite également* de la publication du communiqué de haut niveau<sup>9</sup> sur les semaines régionales du climat et *invite* à poursuivre cette initiative qui permet aux Parties et aux entités non parties de rendre encore plus crédibles et plus durables leurs mesures de riposte régionale aux changements climatiques ;
58. *Se félicite* de l'établissement, par le Président de l'Organe de conseil scientifique et technologique, de rapports de synthèse informels sur le dialogue consacré aux océans et aux changements climatiques, qui vise à renforcer l'action en matière d'atténuation et d'adaptation, et sur le dialogue consacré au lien entre les questions relatives à la terre et celles ayant trait à l'adaptation aux changements climatiques ;
59. *Invite* les Parties à soumettre leurs vues sur la façon de renforcer l'action climatique sur terre au titre des programmes et activités en cours qui s'inscrivent dans le cadre de la Convention et qui sont mentionnés au paragraphe 75 du rapport sur le dialogue consacré au lien entre les questions relatives à la terre et celles ayant trait à l'adaptation aux changements climatiques dont il est fait mention au paragraphe 58 ci-dessus, et *prie* le Président de l'Organe de conseil scientifique et technologique d'établir un rapport de synthèse informel à ce sujet et de le lui présenter à sa vingt-septième session ;
60. *Invite* les responsables des programmes de travail et des organes constitués relevant de la Convention qui sont concernés à examiner les moyens d'intégrer et de renforcer l'action océanique dans leurs mandats et leurs plans de travail en cours et de rendre compte de ces activités dans les rapports à établir, selon qu'il convient ;
61. *Invite également* le Président de l'Organe de conseil scientifique et technologique à tenir, à partir de la cinquante-sixième session de cet organe (juin 2022), un dialogue annuel visant à renforcer l'action océanique, à établir un rapport de synthèse informel à ce sujet et à le lui présenter à sa session suivante ;
62. *Prie instamment* les Parties de commencer sans tarder à appliquer le Programme de travail de Glasgow sur l'Action pour l'autonomisation climatique, tout en respectant, promouvant et prenant en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
63. *Accueille avec satisfaction* les résultats de la seizième Conférence des jeunes, qui a été organisée par le collectif des organisations non gouvernementales représentant les enfants et les jeunes et s'est tenue à Glasgow en octobre 2021, et de la manifestation intitulée « Youth4Climate2021: Driving Ambition », qui s'est déroulée à Milan (Italie) en septembre 2021 ;
64. *Prie instamment* les Parties et les acteurs intéressés de garantir la participation et la représentation effectives des jeunes dans les processus décisionnels multilatéraux, nationaux et locaux, y compris dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris ;

<sup>8</sup> Voir <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Improved%20Marrakech%20Partnership%202021-2025.pdf>.

<sup>9</sup> Consultable à l'adresse <https://unfccc.int/regional-climate-weeks/rcw-2021-cop26-communique>.



65. *Invite* ses futures présidences à faciliter, avec le concours du secrétariat, l'organisation d'un forum annuel de dialogue sur le climat entre les Parties et les jeunes, qui serait dirigé par ces derniers, en collaboration avec le collectif des organisations d'enfants et de jeunes participant au processus de la Convention et avec d'autres organisations de jeunes, afin de contribuer à l'exécution du Programme de travail de Glasgow sur l'Action pour l'autonomisation climatique ;

66. *Souligne* que la culture et le savoir des peuples autochtones et des populations locales contribuent grandement à l'efficacité de la lutte contre les changements climatiques et *prie instamment* les Parties de faire activement participer les peuples autochtones et les populations locales à la conception et à l'exécution des mesures en faveur du climat et de les associer au deuxième plan de travail triennal portant sur l'exécution des fonctions de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones (2022-2024) ;

67. *Mesure l'importance* du rôle que jouent les organisations ayant le statut d'observateur, notamment les neuf collectifs d'organisations non gouvernementales, qui partagent leurs connaissances, engagent à prendre des mesures ambitieuses pour atteindre les objectifs de la Convention et collaborent avec les Parties à cette fin ;

68. *Encourage* les Parties à faire en sorte que davantage de femmes puissent participer pleinement et sur un pied d'égalité à toutes les mesures en faveur du climat et que les questions de genre soient prises en compte dans la mise en œuvre et les moyens de mise en œuvre, car ces considérations sont essentielles pour relever le niveau d'ambition et atteindre les objectifs climatiques ;

69. *Engage* les Parties à redoubler d'efforts pour exécuter le Programme de travail renforcé de Lima relatif au genre et son plan d'action pour l'égalité des sexes<sup>10</sup> ;

70. *Prend note* du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat devrait exécuter en application de la présente décision ;

71. *Demande* que les activités du secrétariat prévues dans la présente décision soient exécutées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

12<sup>e</sup> séance plénière  
13 novembre 2021

<sup>10</sup> Voir l'annexe de la décision 3/CP.25.

## Décision 2/CP.26

### Rapports du Comité de l'adaptation (2019, 2020 et 2021)

*La Conférence des Parties,*

1. *Se félicite* des travaux menés par le Comité de l'adaptation en 2019, 2020 et 2021 et *prend note* des rapports du Comité pour 2019, 2020 et 2021<sup>1</sup> ;
2. *Se félicite également* de l'appui et des directives techniques fournis par le Comité de l'adaptation aux fins du renforcement de la mise en œuvre des mesures et du soutien en matière d'adaptation, et *souligne* l'importance de recommandations équilibrées, claires et pertinentes dans tous les secteurs d'activité de ses plans de travail ;
3. *Accueille favorablement* le plan de travail modulable du Comité de l'adaptation pour 2022-2024<sup>2</sup> ;
4. *Invite* le Comité de l'adaptation à renforcer sa capacité à mesurer la portée de ses événements et publications en prévoyant dans son plan de travail modulable la collecte de statistiques, ventilées par genre et par région, sur les effets de ses activités de sensibilisation, de communication et de diffusion d'informations ;
5. *Demande* au Comité de l'adaptation de recommencer à tenir ses réunions et événements en présentiel tout en offrant la possibilité d'y participer en ligne afin de garantir une participation inclusive, y compris des observateurs, tout en reconnaissant les difficultés posées par la participation en ligne ;
6. *Invite* les Parties à désigner un ou plusieurs points de contact pour l'adaptation par l'intermédiaire de leurs centres de liaison nationaux en vue d'améliorer la diffusion des informations entre les Parties et le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des pays les moins avancés, ainsi que d'autres organisations et partenaires concernés, tels que les partenaires du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements, notamment s'agissant des efforts déployés par les Parties pour formuler et exécuter des plans nationaux d'adaptation ;
7. *Rappelle* la décision 5/CP.22, qui prévoit l'examen, à la vingt-septième session de la Conférence des Parties, des progrès accomplis par le Comité de l'adaptation, de son efficacité et de son fonctionnement ;
8. *Invite* la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, à sa quatrième session (novembre 2022), comme prévu dans la décision 11/CMA.1, à participer à l'examen mentionné au paragraphe 7 pour les aspects ayant trait à l'Accord de Paris ;
9. *Se félicite* des efforts déployés par les Parties ayant communiqué des informations<sup>3</sup> sur les progrès accomplis par le Comité de l'adaptation, son efficacité et son fonctionnement, et *prend note* de leur pertinence dans le contexte de l'examen visé au paragraphe 7 ;
10. *Invite de nouveau*<sup>4</sup> les Parties à communiquer via le portail de soumission, au plus tard trois mois avant sa vingt-septième session, leurs vues sur les progrès accomplis par le Comité de l'adaptation, son efficacité et son fonctionnement ainsi que sur le processus d'examen, afin d'éclairer ce processus ;
11. *Encourage* les Parties à allouer des ressources suffisantes au Comité de l'adaptation pour qu'il puisse exécuter en temps voulu son plan de travail modulable pour 2022-2024.

*12<sup>e</sup> séance plénière  
13 novembre 2021*

<sup>1</sup> FCCC/SB/2019/3, FCCC/SB/2020/2 et FCCC/SB/2021/6.

<sup>2</sup> FCCC/SB/2021/6, annexe.

<sup>3</sup> <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

<sup>4</sup> Voir décision 5/CP.22, par. 12.

## Décision 3/CP.26

### Plans nationaux d'adaptation

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les décisions 1/CP.16, 3/CP.17, 5/CP.17, 12/CP.18, 18/CP.19, 3/CP.20, 1/CP.21, 4/CP.21, 6/CP.22 et 8/CP.24 et 7/CP.25,

*Rappelant également* l'objectif du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation (PNA) visant à réduire la vulnérabilité face aux effets des changements climatiques en renforçant la capacité d'adaptation et la résilience des pays en développement et *consciente* que le processus joue un rôle dans la réalisation de l'objectif mondial en matière d'adaptation,

*Prenant note* que l'initiative sur les PNA ouverts mise en œuvre par le Groupe d'experts des pays les moins avancés est susceptible d'accélérer l'élaboration et l'exécution des PNA dans les pays les moins avancés et *invitant* d'autres pays en développement à y prendre part,

*Constatant* que le Comité de l'adaptation, le Groupe d'experts des pays les moins avancés et le secrétariat continuent de soutenir les pays en développement parties dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA, malgré les contraintes dues à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et les incidences de celle-ci sur l'élaboration et l'exécution des PNA,

1. *Remercie* l'Afrique du Sud, l'Albanie, l'Arménie, le Cambodge, le Koweït, le Népal, le Pérou, le Soudan du Sud, le Timor-Leste et les Tonga d'avoir transmis leurs plans nationaux d'adaptation sur la plateforme NAP Central<sup>1</sup>, ce qui porte à 30 le nombre total de plans nationaux d'adaptation soumis ;

2. *Demande* à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'amorcer, à sa soixantième session (juin 2024), l'évaluation des progrès accomplis dans le processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation visé au paragraphe 19 de la décision 8/CP.24, et de lui transmettre des recommandations à ce sujet, pour examen et adoption à sa vingt-neuvième session (novembre 2024) ;

3. *Décide* que, pour que l'Organe subsidiaire de mise en œuvre puisse amorcer l'examen mentionné au paragraphe 2 ci-dessus, il convient de prendre les mesures et dispositions ci-après :

a) Inviter les Parties et les organismes concernés à présenter au secrétariat, d'ici au 1<sup>er</sup> février 2024, des renseignements sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus d'élaboration et d'exécution des PNA, l'expérience acquise, les meilleures pratiques, les enseignements à retenir, les lacunes et les besoins, et l'appui fourni et reçu dans le cadre du processus ;

b) Inviter les Parties à communiquer régulièrement des renseignements en se fondant sur un questionnaire<sup>2</sup>, par l'intermédiaire de la plateforme NAP Central ;

c) Charger le secrétariat d'établir un rapport de synthèse sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus d'élaboration et d'exécution des PNA, l'expérience acquise, les meilleures pratiques, les enseignements à retenir, les lacunes et les besoins, et l'appui fourni et reçu dans le cadre du processus, en tenant compte des informations figurant dans les rapports nationaux soumis en vertu de la Convention, des renseignements visés aux alinéas a) et b) ci-dessus, des renseignements provenant de manifestations pertinentes, y compris des Expos PNA, et des informations provenant d'autres sources ;

<sup>1</sup> <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Pages/national-adaptation-plans.aspx>.

<sup>2</sup> <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Pages/assessingprogress.aspx>.

d) Demander au Groupe d'experts des pays les moins avancés d'organiser, en collaboration avec le Comité de l'adaptation, une réunion d'experts des Parties au cours de laquelle le rapport visé à l'alinéa c) ci-dessus serait examiné, en vue de fournir un état récapitulatif des progrès accomplis dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA ;

e) Demander au Groupe d'experts des pays les moins avancés d'établir, en collaboration avec le Comité de l'adaptation et avec l'appui du secrétariat, un rapport sur la réunion visée à l'alinéa d) ci-dessus, pour examen par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre à sa soixantième session dans le cadre de son évaluation des progrès accomplis dans le processus d'élaboration et d'exécution des PNA ;

4. *Décide également* que l'évaluation visée au paragraphe 2 ci-dessus doit tenir compte de l'ensemble des principes directeurs du processus d'élaboration et d'exécution des plans nationaux d'adaptation énoncés au paragraphe 3 de la décision 5/CP.17 ;

5. *Demande* aux organes et aux programmes constitués au titre de la Convention de continuer à fournir des informations sur leurs activités en rapport avec le processus d'élaboration et d'exécution des plans d'adaptation nationaux dans le cadre de la communication annuelle d'informations sur l'état d'avancement de ces plans.

*10<sup>e</sup> séance plénière  
11 novembre 2021*

## Décision 4/CP.26

### Financement à long terme de l'action climatique

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les article 4 et 11 de la Convention,

*Rappelant également* les décisions 1/CP.16, paragraphes 2, 4 et 97 à 101, 1/CP.17, 2/CP.17, paragraphes 126 à 132, 4/CP.18, 3/CP.19, 5/CP.20, 1/CP.21, 5/CP.21, 7/CP.22, 6/CP.23, 3/CP.24, 11/CP.25, paragraphe 10, et 5/CMA.2, paragraphe 10,

1. *Rappelle* que les pays développés parties ont adhéré, dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente, à un objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement, conformément à la décision 1/CP.16 ;
2. *Se félicite* des récentes annonces de contributions au Fonds pour l'adaptation (356 millions de dollars au total) et au Fonds pour les pays les moins avancés (de 605,3 millions de dollars au total) ;
3. *Constate* que les pays développés parties continuent de s'efforcer de se rapprocher de l'objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020, dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente, conformément à la décision 1/CP.16 ;
4. *Constate avec beaucoup d'inquiétude* le chemin qu'il reste à parcourir aux pays développés parties pour atteindre leur objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an en 2020 au plus tard, notamment en raison des difficultés à mobiliser des financements issus de sources privées ;
5. *Constate* qu'une part importante du financement de l'action climatique accordé par les pays développés parties aux pays en développement parties est assurée par des fonds publics et *invite instamment* les pays développés parties à continuer d'augmenter le financement de l'action climatique afin d'atteindre l'objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an en 2020 au plus tard ;
6. *Reconnaît* qu'il convient d'aider les pays en développement parties à appliquer les dispositions de la Convention ;
7. *Rappelle* que, conformément au paragraphe 53 de la décision 1/CP.21, les pays développés réaffirment qu'ils entendent poursuivre leur objectif collectif actuel de mobilisation jusqu'en 2025 dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente ;
8. *Prend note avec satisfaction* du premier rapport du Comité permanent du financement sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris<sup>1</sup> et de la quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat<sup>2</sup> ;
9. *Prend note* des annonces de contribution formulées récemment visant à augmenter le financement de l'action climatique, *constate* que certains pays développés parties ont déjà doublé leur contribution au financement de l'adaptation et *demande* aux autres pays développés parties d'augmenter la leur de manière significative, y compris en envisageant, le cas échéant, de doubler le financement de l'adaptation afin de parvenir à un équilibre entre atténuation et adaptation ;
10. *Se félicite* des progrès réalisés par les Parties en vue de renforcer leur environnement propice à l'échelle nationale afin d'attirer des ressources financières pour l'action climatique et *prie* les Parties de continuer d'améliorer leur environnement propice et leur cadre d'action

<sup>1</sup> Voir le document FCCC/CP/2021/10/Add.2-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.2.

<sup>2</sup> Voir le document FCCC/CP/2021/10/Add.1-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.1.

pour faciliter la mobilisation et le déploiement efficace du financement de l'action climatique conformément à la décision 3/CP.19<sup>3</sup> ;

11. *Souligne* qu'il importe que la donne soit efficace et cohérente en matière de financement de l'action climatique pour optimiser l'accès à ce financement tout en répondant aux besoins et aux priorités des pays en développement parties ;

12. *Prie* le Comité permanent du financement de poursuivre ses travaux sur les définitions du financement de l'action climatique, en tenant compte des informations communiquées par les Parties à cet égard, en vue de lui soumettre une contribution à sa vingt-septième session (novembre 2022), pour examen ;

13. *Prie également* le Comité permanent du financement d'entreprendre de nouveaux travaux sur le recensement des informations disponibles concernant le paragraphe 1 c) de l'article 2 de l'Accord de Paris, y compris sa référence à l'article 9 dudit Accord, en vue de lui soumettre une contribution à sa vingt-septième session, pour examen ;

14. *Prend note* des communications biennales reçues à ce jour des pays développés parties sur leurs stratégies et approches actualisées visant à accroître le financement de l'action climatique entre 2014 et 2020, comme indiqué au paragraphe 10 de la décision 3/CP.19, et *prend acte* du rapport de compilation-synthèse à ce sujet<sup>4</sup> ;

15. *Prend note* des rapports de synthèse des ateliers de session de 2019 et 2020 sur le financement à long terme de l'action climatique<sup>5</sup>, en particulier les discussions sur les progrès réalisés pour ce qui est de la mobilisation et du renforcement du financement de l'action climatique organisées par la présidence de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties, et *invite* les Parties et les institutions concernées à tenir compte des messages clés qui y figurent ;

16. *Prend note avec satisfaction* de la note du Président de la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties relative au troisième dialogue ministériel biennal de haut niveau sur le financement de l'action climatique<sup>6</sup>, et en particulier des principaux messages qui y figurent ;

17. *Se félicite* des délibérations du quatrième dialogue ministériel de haut niveau sur le financement de l'action climatique et *attend avec intérêt* le résumé qui sera établi par la présidence de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties ;

18. *Décide* que les discussions sur le financement à long terme de l'action climatique s'achèveront en 2027 ;

19. *Demande* au Comité permanent du financement d'élaborer, en 2022, un rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif consistant à mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an pour répondre aux besoins des pays en développement dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente, en tenant compte du *Climate Finance Delivery Plan* (Plan visant à mobiliser 100 milliards de dollars en faveur de l'action climatique)<sup>7</sup> et d'autres rapports pertinents, de le lui soumettre, pour examen, à sa vingt-septième session, et de continuer à contribuer à l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif dans le cadre de la préparation de son évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat ;

20. *Décide* d'organiser des dialogues ministériels biennaux de haut niveau sur le financement de l'action climatique en 2022, 2024 et 2026 et *demande* à la présidence de la Conférence des Parties de résumer les conclusions de ces dialogues et de lui présenter ce résumé l'année qui suit chaque dialogue ;

21. *Invite* la présidence de sa vingt-septième session à organiser le dialogue ministériel de haut niveau sur le financement du climat en 2022 sur le thème des progrès accomplis et de la

<sup>3</sup> Voir décision 3/CP.24, par. 7.

<sup>4</sup> FCCC/CP/2019/INF.1.

<sup>5</sup> FCCC/CP/2019/4 et FCCC/CP/2021/6.

<sup>6</sup> FCCC/CP/2019/7.

<sup>7</sup> Voir <https://ukcop26.org/wp-content/uploads/2021/10/Climate-Finance-Delivery-Plan-1.pdf>.

réalisation de l'objectif de mobilisation, ensemble, de 100 milliards de dollars par an à 2020 au plus tard ;

22. *Réaffirme* que le secrétariat, en collaboration avec les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, les institutions des Nations Unies et les mécanismes bilatéraux, régionaux et autres, continuera d'étudier les moyens d'aider les pays en développement parties à évaluer leurs besoins et priorités, de leur propre initiative, notamment sur le plan technologique et en matière de renforcement des capacités, et à traduire en mesures les besoins de financement de l'action climatique<sup>8</sup> ;

23. *Prend note* de l'estimation des incidences budgétaires de l'exécution par le secrétariat des activités mentionnées aux paragraphes 20 et 22 ci-dessus ;

24. *Demande* que les mesures que le secrétariat est invité à prendre dans la présente décision soient engagées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

*12<sup>e</sup> séance plénière  
13 novembre 2021*

---

<sup>8</sup> Voir décision 6/CP.23, par. 10.

## Décision 5/CP.26

### Questions relatives au Comité permanent du financement

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les articles 4 et 11 de la Convention,

*Rappelant également* les décisions 12/CP.2, 12/CP.3, 1/CP.16, par. 112, et 2/CP.17, par. 120 et 121, 5/CP.18, 5/CP.19, 7/CP.19, 6/CP.20, 6/CP.21, 8/CP.22, 7/CP.23, 8/CP.23, 4/CP.24, 11/CP.25 et 5/CMA.2,

*Prenant note* de la décision 10/CMA.3,

1. *Se félicite* des rapports du Comité permanent du financement pour 2020 et 2021<sup>1</sup> ;

#### I. Quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat

2. *Se félicite* de la quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat réalisée par le Comité permanent du financement<sup>2</sup>, en particulier le résumé<sup>3</sup> et *fait siennes* les principales recommandations formulées dans ce rapport, telles qu'elles sont reproduites à l'annexe I ;

3. *Constate* que les flux mondiaux de financement de l'action climatique étaient supérieurs de 16 % en 2017-2018 par rapport à 2015-2016, atteignant une moyenne annuelle de 775 milliards de dollars des États-Unis d'Amérique ; que la moyenne annuelle de l'aide publique financière déclarée par les Parties visées à l'annexe II de la Convention dans leurs rapports biennaux<sup>4</sup> pour 2017-2018 (48,7 milliards de dollars) représente une augmentation de 2,7 % par rapport à la moyenne annuelle communiquée pour 2015-2016 ; que la moyenne annuelle des financements de l'action climatique provenant des ressources des banques multilatérales de développement et destinés aux pays en développement et aux économies émergentes (36,6 milliards de dollars) représente une hausse de 50 % par rapport aux chiffres de 2015-2016 ; et que les fonds relevant de la Convention et les fonds multilatéraux pour le climat ont approuvé 2,2 milliards de dollars et 3,1 milliards de dollars à l'appui de projets de financement de l'action climatique en 2017 et 2018, respectivement ;

4. *Se félicite* de l'amélioration du niveau de détail des données dans la quatrième (2020) évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat et *encourage* les pays développés parties, les organismes qui financent l'action climatique, ainsi que les institutions multilatérales et financières, les institutions de financement privées et d'autres institutions pertinentes, à continuer d'augmenter le volume de données nationales détaillées disponibles sur le financement de l'atténuation et de l'adaptation ;

5. *Invite* les pays développés parties et les organismes qui financent l'action climatique à continuer d'harmoniser les méthodes de suivi et de notification du financement de l'action climatique fourni et mobilisé ;

6. *Est consciente* du fait qu'il n'existe pas de définition du financement de l'action climatique qui soit convenue à l'échelle multilatérale, *prend note* des contributions reçues en application des décisions 11/CP.25 et 5/CMA.2, dans lesquelles il est souligné que certaines

<sup>1</sup> FCCC/CP/2020/4-FCCC/PA/CMA/2020/3 et FCCC/CP/2021/10-FCCC/PA/CMA/2021/7.

<sup>2</sup> Comité permanent du financement. 2021. *Fourth (2020) Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows*. Bonn : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Consultable à l'adresse suivante : [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/54307\\_1%20-%20UNFCCC%20BA%202020%20-%20Report%20-%20V4.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/54307_1%20-%20UNFCCC%20BA%202020%20-%20Report%20-%20V4.pdf).

<sup>3</sup> FCCC/CP/2021/10/Add.1-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.1.

<sup>4</sup> Rapports soumis au plus tard en octobre 2020.



Parties ont noté que l'absence de définition commune avait une incidence sur la capacité de suivre et d'évaluer le financement de l'action climatique, tandis que d'autres estiment qu'il ne serait pas utile de disposer d'une définition unique, et *prend note également* du fait que les définitions opérationnelles utilisées indiquent généralement une compréhension partagée de ce qui est entendu par le financement de l'atténuation et de l'adaptation ;

7. *Prie* le Comité permanent du financement de poursuivre ses travaux sur les définitions du financement de l'action climatique, en tenant compte des informations communiquées par les Parties à ce sujet, en vue de lui soumettre un document à sa vingt-septième session (novembre 2022), pour examen ;

8. *Invite* les entités fonctionnelles du Mécanisme financier et les autres institutions qui financent l'action climatique à examiner les définitions opérationnelles du financement de l'action climatique formulées par le Comité permanent du financement afin de s'assurer que le financement fourni répond aux besoins des pays en développement parties, tout en respectant les politiques qu'elles appliquent ;

9. *Se félicite* de la schématisation des informations relevant du paragraphe 1 c) de l'article 2 de l'Accord de Paris dans la quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat et *prend note* des principales conclusions du rapport, notamment le fait que les banques représentant plus de 37 000 milliards de dollars d'actifs et les investisseurs institutionnels représentant 6 600 milliards de dollars d'actifs se sont engagés à aligner leurs prêts et leurs investissements sur l'objectif de la neutralité carbone d'ici à 2050 ;

10. *Encourage* les Parties à veiller à ce que le financement de la transition juste soit intégré dans les mesures prises pour aligner l'action climatique sur les objectifs de l'Accord de Paris ;

## **II. Premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris**

11. *Accueille favorablement* le premier rapport du Comité permanent du financement sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris<sup>5</sup>, en particulier le résumé<sup>6</sup>, et fait siennes les principales conclusions et recommandations qui y sont présentées, telles qu'elles sont reproduites à l'annexe II ;

12. *Constate* que, dans leurs contributions déterminées au niveau national, 153 parties définissent 4 274 besoins, dont 1 782 besoins chiffrés recensés dans 78 contributions déterminées au niveau national, ce qui correspond à un montant cumulé de 5 800 à 5 900 milliards de dollars jusqu'en 2030, et que, bien que les pays en développement parties aient recensé plus de besoins en matière d'adaptation que de besoins en matière d'atténuation, ces derniers sont associés à des coûts plus élevés, ce qui peut ne pas signifier que les besoins en matière d'atténuation sont plus importants, mais plutôt que les données, les outils et les capacités permettant d'évaluer les besoins en matière d'adaptation font défaut ;

13. *Constate également* que le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris est le premier de ce type jamais établi, et qu'il conviendra d'approfondir certaines des questions qui y sont traitées ;

<sup>5</sup> Comité permanent du financement. 2021. *First report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement*. Bonn : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Consultable à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/determination-of-the-needs-of-developing-country-parties/first-report-on-the-determination-of-the-needs-of-developing-country-parties-related-to-implementing>.

<sup>6</sup> FCCC/CP/2021/10/Add.2-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.2.

14. *Constate en outre* que le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris ne tient pas compte de tous les besoins et coûts des pays en développement et de toutes les régions, en raison du manque d'informations, et *estime* qu'un appui financier et technique permettra de renforcer la capacité des pays en développement à mettre à jour les informations et les données qualitatives et quantitatives qu'elles communiquent au sujet de leurs besoins ;
15. *Se déclare préoccupé* de constater que le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris ne présente pas de données spécifiques sur les petits États insulaires en développement ;
16. *Souligne* qu'il est particulièrement difficile d'établir des estimations de coûts pour les besoins en matière d'adaptation au climat et de renforcement de la résilience et, par conséquent, d'établir des estimations de coûts pour les besoins liés aux mesures permettant d'éviter les pertes et préjudices, de les réduire au minimum et d'y remédier ;
17. *Encourage* les pays en développement parties à prendre en compte, lors de l'évaluation des coûts et de la détermination des besoins, les éléments relatifs aux méthodes recensés dans le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris ;
18. *Invite* les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, les organismes des Nations Unies, les institutions financières multilatérales et bilatérales et les autres institutions concernées à exploiter les informations qui figurent dans le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris lorsqu'ils aident les pays en développement parties à définir leurs besoins et à les chiffrer ;
19. *Invite* le Comité permanent du financement à continuer, lors de l'élaboration des futurs rapports sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris, d'être à l'écoute des pays en développement parties et des parties prenantes des pays en développement lorsqu'il compile des données et des informations sur les besoins ;

### III. Rapport du Comité permanent du financement

20. *Remercie* les Gouvernements belge, japonais et norvégien ainsi que la Commission européenne des contributions financières qu'ils ont apportées aux travaux du Comité permanent du financement ;
21. *Approuve* le plan de travail du Comité permanent du financement pour 2022<sup>7</sup> et *souligne* qu'il importe que le Comité recentre ses travaux en 2022 conformément à ses mandats actuels ;
22. *Approuve* les grandes lignes du rapport technique de la cinquième évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat qui sera réalisée par le Comité permanent du financement et *souligne* que ce rapport permettra, encore une fois, d'évaluer dans quelle mesure l'objectif consistant à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 aura été réalisé, dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente, conformément à la décision 1/CP.16<sup>8</sup> ;
23. *Prend note* du rapport de synthèse de haut niveau sur les travaux de la première partie du Forum 2021 sur le financement des solutions fondées sur la nature, organisé sous forme hybride par le Comité permanent du financement les 15 et 16 octobre 2021, et *invite* le Comité permanent du financement à organiser la seconde partie de ce forum en 2022, sous réserve des considérations de santé et de sécurité découlant de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 ;

<sup>7</sup> FCCC/CP/2021/10-FCCC/PA/CMA/2021/7, annexe II.

<sup>8</sup> FCCC/CP/2021/10/Add.5-FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.5.

24. *Constate* que le Comité permanent du financement n'a été en mesure ni d'élaborer un projet de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier ni d'aboutir à un accord sur les recommandations émanant de la quatrième évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat et, à cet égard, *invite* le Comité à améliorer ses modalités de travail ;
25. *Prend note avec satisfaction* des efforts déployés par le Comité permanent du financement pour renforcer la participation des parties prenantes dans le cadre de son plan de travail ;
26. *Encourage* le Comité permanent du financement à continuer de prendre des mesures visant à prendre en considération les questions de genre dans l'exécution de son plan de travail ;
27. *Prie* le Comité permanent du financement de lui faire rapport à sa vingt-septième session sur l'état d'avancement de son plan de travail pour 2022 ;
28. *Prie également* le Comité permanent du financement de tenir compte des orientations qu'elle lui adresse dans ses autres décisions pertinentes.

## Annexe I\*

## Résumé par le Comité permanent du financement de l'évaluation biennale (2020) faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat

[Anglais seulement]

### I. Context and mandates

1. The SCF assists the COP in exercising its functions with respect to the Financial Mechanism of the Convention, including in terms of measurement, reporting and verification of support provided to developing country Parties, through activities such as the BA. The SCF also serves the Paris Agreement in line with its functions and responsibilities established under the COP, including the BA.<sup>1</sup>
2. Since the first BA in 2014, the preparation of subsequent BAs has been guided by mandates from the COP and the CMA to the SCF.<sup>2</sup>
3. **The fourth (2020) BA presents an updated overview and trends in climate finance flows up until 2018 and assesses their implications for international efforts to address climate change.** The fourth BA includes an overview of climate finance flows from developed to developing countries,<sup>3</sup> and available information on domestic climate finance, cooperation among developing countries and other climate-related flows that constitute global climate finance. It assesses the key features of climate finance flows, including their composition and purposes, and explores insights into their effectiveness, access to finance, country ownership, and alignment with the needs and priorities of beneficiaries, as well as their magnitude in the context of broader flows. In addition, it provides information on recent developments on methodological issues related to the tracking of climate finance at the international and domestic level, operational definitions of climate finance in use and new indicators for measuring the impact of climate finance.
4. **The fourth (2020) BA includes mapping of information relevant to the long-term goal outlined in Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement on making finance flows consistent with a pathway towards low GHG emission and climate-resilient development.** The fourth BA provides the first mapping exercise, to be conducted every four years, to identify the latest actions and activities of different actors related to making finance flows consistent with low GHG emission and climate-resilient development pathways, including national Governments, development finance institutions, central banks and regulators, multilateral finance institutions, and climate funds, as well as private sector actors such as corporations, banks and investors. Information produced by United Nations entities and initiatives, and under other multilateral processes, as well as the perspective of civil society organizations and the academic community, was also explored. Emerging methodologies, indicators and data sets to support tracking the consistency of finance flows are also discussed in respective chapters of the technical report (see para. 5 below).

\* For a list of acronyms and abbreviations, see document FCCC/CP/2021/10/Add.1–FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.1.

<sup>1</sup> Decisions 2/CP.17, para. 121(f); and 1/CP.21, para. 63.

<sup>2</sup> Decisions 1/CP.18, para. 71; 5/CP.18, para. 11; 3/CP.19, para. 11; 8/CP.22, annex, para. 37(f); 4/CP.24, paras. 4, 5, and 10; and 19/CMA.1, para. 36(d).

<sup>3</sup> For the purpose of the overview of climate finance in the BA, various data sources are used to illustrate flows from developed to developing countries, without prejudice to the meaning of those terms in the context of the Convention and the Paris Agreement, including but not limited to Annex II/Annex I Parties, non-Annex I Parties and MDBs; OECD members and non-OECD members; OECD DAC members and countries eligible for OECD DAC official development assistance; and other relevant classifications.

5. The fourth BA comprises this summary, prepared by the SCF, and a technical report, prepared by experts under the guidance of the SCF drawing on information and data from a range of sources. It was subject to extensive stakeholder input and expert review, but remains a product of the external experts.

## II. Challenges and limitations

6. The fourth BA provides an updated overview of climate finance flows in 2017–2018, along with data on trends in 2011–2016 compiled from previous BA reports where applicable. Due diligence has been undertaken to use the best information available from the most credible sources. In compiling estimates, efforts have been made to ensure that they are based on activities in line with the convergence of operational definitions of climate finance identified in the first BA and to avoid double counting by focusing on primary finance, which is finance for a new physical item or activity. Challenges were nevertheless encountered in collecting, aggregating and analysing information from diverse sources.

7. **Data uncertainty:** Most of the uncertainties associated with each source of data which have different underlying causes identified in the previous BAs persist, although there have been some improvements. Uncertainties relating to the data on domestic public investments result from the lack of geographical coverage and differences in the way tracking methods are applied, as well as significant changes in the methods used for estimating investment in energy efficiency and sustainable transport over time. Uncertainties also arise from the lack of transparency of data for determining private climate finance; the methods used for estimating adaptation finance; differences in the assumptions used in underlying formulas for attributing finance from MDBs to developed countries; the classification of sustainable or green finance; and the incomplete data on non-concessional finance flows.

8. **Data gaps:** Significant gaps in the coverage of sectors and sources of climate finance remain, particularly with regard to private investment, and adaptation and resilience. While estimates of incremental investment in energy efficiency have improved, understanding of the public and private sources of finance and the financial instruments used remains inadequate. For data on sustainable transport, efforts have been made to improve coverage of public and private investment in electric vehicles and charging infrastructure. However, high-quality data on private investments in sustainable agriculture, forestry and land use, water, waste, and adaptation and resilience are particularly lacking. Specifically, adaptation finance estimates, which are context-specific and incremental, are difficult to compare with mitigation finance estimates, and more work is needed on estimating climate-resilient investments.

9. In relation to mapping information relevant to Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement, the lack of a common interpretation of or guidelines on what information qualifies as relevant presents a challenge in adequately capturing the scope and depth of related action. For the fourth BA an actor-specific mapping approach was adopted, as opposed to focusing on particular financial instruments, asset classes, or categories of action, in order to capture what financial sector actors consider to be relevant information on activities to be consistent with or align with the goals of the Paris Agreement. Such mapping may be non-exhaustive and limited in terms of representation across geographic areas and sectors. It may also obscure the role of actors that work across multiple categories. Given that a significant amount of information considered relevant is to be derived from multiple-member initiatives and coalitions, due to potential benefits of network effects, focusing on these groups may limit the mapping of information from individual cases that may be considered best practice or leading examples. Furthermore, there is a limited track record and limited in-depth information related to implementing activities consistent with or that align with the Paris Agreement that might enable a thorough assessment of their effectiveness, and therefore their relevance, in achieving the goal outlined in Article 2, paragraph 1(c).

10. The limitations outlined above need to be taken into consideration when deriving conclusions and policy implications from the fourth BA. The SCF will continue to contribute, through its activities, to the progressive improvement of the measurement, reporting and verification of climate finance in future BAs, to help address these challenges.

### III. Key findings

#### A. Methodological issues related to transparency of climate finance

11. **Improvements in the consistency of reporting on climate finance under the Convention are observed.** Progress regarding the consistency of climate finance reporting was observed in the BR4 common tabular format submissions from Annex II Parties and the provision of qualitative information in the documentation boxes of those tables or in the BRs. One improvement relates to the reporting by type of support, with Parties reporting only on mitigation, adaptation and cross-cutting categories, without including other types of support. Nevertheless, improvements in aggregating geographic or sector-based information remains limited owing to differences in the approaches used by Parties and the functionality of the reporting system to allow differences in reporting. Several Parties referred to ongoing work to resolve challenges related to reporting on private finance mobilized by public interventions.

12. Data coverage and granularity of reporting on climate finance received in the BURs of non-Annex I Parties has improved since the previous BA. Nineteen Parties have submitted a BUR for the first time since the previous BA, in addition to a further 27 Parties submitting second or third BURs. The proportion of BURs that include information on finance received rose from approximately 60 per cent in 2014 to over 90 per cent in 2019–2020. A total of 41 Parties have provided quantitative information on climate finance received at the project or activity level in tabular format. Many differences remain in the approaches Parties used for reporting, including time periods of reported data and information on types of support, sectors and financial instruments. Several Parties included additional information in their second and third BURs on whether a project is linked to capacity-building, technology development and transfer, or technical assistance.

13. **Availability of domestic public climate finance data is increasing, with more countries establishing climate budget tagging systems.** Notable improvements were observed in the tracking of domestic climate-related public or private finance flows, with the issuance of green sovereign bonds incentivizing the establishment of regular tracking systems in both developed and developing countries, building on previous work through CPEIRs. Thirteen countries have established tracking systems for national budgets, with a further five countries developing tracking methodologies. In total, estimates of domestic public expenditures on climate change in 2017–2018 amount to approximately USD 86.6 billion (see chap. III.B below).

14. **Operational definitions of climate finance in use generally reflect a common understanding of what is considered mitigation or adaptation finance, but differ on the details of sector-specific activities, certain financial instruments and approaches to public and private finance flows.** Operational definitions of climate finance in use have evolved over time. The MDB list of activities eligible for classification as mitigation finance includes charging stations for electric vehicles and hydrogen or biofuel fuelling since 2017 and resource efficiency in aquaculture since 2018, while OECD DAC integrated adjustments to adaptation finance eligibility criteria in 2016 to harmonize with a stepwise approach developed by MDBs.

15. The lists of climate mitigation activities developed by MDBs have served in part to inform green or climate-aligned taxonomies in recent years to support the development of the green bond market and/or regulatory efforts in the field of sustainable finance to combat greenwashing and promote the standardization of financial products. Approaches to defining mitigation and adaptation activities are broadly consistent across various international organizations and regulatory initiatives, although inclusion and exclusion lists and approaches to the criteria used to define such activities can vary.

16. Parties' submissions on operational definitions of climate finance in use highlighted a range of views on the need for, and on the form and scope of, a common definition of climate finance. Some Parties noted that a single definition would not be useful, or should be broad enough to cater for the dynamic and evolving nature of climate finance due to a variety of factors, including NDCs and implementation of the enhanced transparency framework

over time, ways of tracking progress related to Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement, and changes in methodologies and definitions for mitigation and adaptation due to data availability or improvements in processes and knowledge.

17. Some Parties pointed to the use of a classification system or taxonomy rather than a single definition and referred to the development of taxonomies or classifications outside the UNFCCC process or within national sustainable finance frameworks.

18. Other Parties noted how the lack of a common definition affects the ability to track and assess the fulfilment of the obligations of Annex II Parties under the Convention and those of developed country Parties under the Paris Agreement. A common definition could support the preparation of the BA and the overall transparency and effectiveness of the UNFCCC process by highlighting the link between the level of action of developing countries and the level of support provided and, ultimately, the achievement of the objectives of the Convention and the Paris Agreement. In this context, two submissions included a proposal for an operational definition of climate finance, while other submissions included a proposal for an operational approach to achieving greater convergence among definitions over time, based either on common principles or responses to a common set of questions to provide granular information.

19. **More methodologies on measuring outcomes of financing for climate resilience have emerged in recent years.** Many multilateral institutions are in the process of developing or have already developed frameworks for measuring impacts, with an increasing focus on adaptation and resilience, such as the Resilience Rating System by the World Bank Group and the Climate Resilience Metrics Framework by MDBs and IDFC. Although approaches to measuring impacts of climate finance vary, most multilateral institutions, as well as bilateral contributors, use a similar set of mitigation and adaptation indicators.

20. **There are four common decision points identified in emerging methodologies and metrics in use for tracking consistency with low GHG emission and climate-resilient development pathways.** As with tracking climate finance, emerging methodologies relevant to tracking consistency with the long-term goal under Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement also need to overcome issues related to definitions, the scope or boundary of tracking, data availability and comparability.

21. Methods differ as to the type of finance flows, stocks and services tracked (primary or secondary markets) and the ways of measuring consistency (e.g. on the basis of GHG emissions, emissions intensity metrics or technology choices). However, the four common decision points are:

(a) Identifying a given pathway to low GHG emission and climate-resilient development against which the consistency of actions will be measured. Different pathways may be chosen relative to their consistency with low GHG emission development and mitigation goals, and to their consistency with climate-resilient development and adaptation or resilience goals. Pathways may result in compatible activity lists or performance metrics against which to measure action. In addition, the timescale used to measure consistency is important. This could be, for example, within 5 or 10 years, or by a given year, such as 2050;

(b) Reviewing the activities and actions to be tracked (e.g. investments, economic activities such as production and sales or purchasing of goods and services, policymaking, legislation and voluntary standards) that the stakeholder undertakes, which is relevant to whether the pathway will be achieved;

(c) Understanding which finance flows that go towards realizing the activities and actions should be tracked by the stakeholder;

(d) Identifying which key metrics to use to assess whether finance flows and related processes result in activities and actions that are consistent with the given pathway identified during the review.

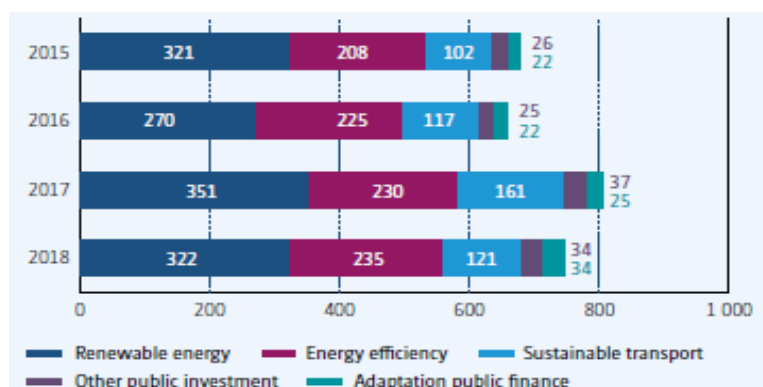
## B. Overview of climate finance flows in 2017–2018

22. **Global climate finance flows were 16 per cent higher in 2017–2018 than in 2015–2016, reaching an annual average of USD 775 billion and achieving significantly higher results, particularly in renewable energies.** High-bound climate finance estimates increased from USD 692 billion in 2016 to USD 804 billion in 2017 and USD 746 billion in 2018, for an annual average of USD 775 billion in 2017–2018. The growth in 2017 was driven largely by an increase in new private investment in renewable energy as a result of decreasing technology costs, while the decline in 2018 was due primarily to a slowdown in wind and solar investment in major markets. Figure 1 provides a breakdown of global climate finance flows in 2015–2018 by sector, and figure 2 provides an overview of global climate finance and finance flows in 2017–2018 from developed to developing countries.

Figure 1

### Global climate finance flows in 2015–2018

(Billions of United States dollars)



23. **Continued decreases in renewable energy technology costs mean new investment goes further.** Renewable energy technology costs continued to decline in 2017–2018 compared with those in 2015–2016, with a 29 per cent decrease for solar photovoltaics, an 18 per cent decrease for offshore wind and a 10 per cent decrease for onshore wind, emphasizing how greater impacts are achieved for each new dollar of investment. In 2018, 100 per cent more renewable energy capacity was commissioned than in 2012 with only a 22 per cent increase in investment.

24. For the fourth BA, several new data sources have been used to track climate finance in areas that were not previously included, such as electric vehicle charging infrastructure, transport, water, waste and municipal investments. Where possible, the data have been integrated in the time series retroactively to allow for trend comparisons.

25. **Climate finance from developed to developing countries increased through various channels.** Total public financial support reported by Annex II Parties in their BRs submitted (as at October 2020) amounted to USD 45.4 billion in 2017 and USD 51.8 billion in 2018. The annual average (USD 48.7 billion) represents an increase of 2.7 per cent from the annual average reported for 2015–2016. Climate-specific financial support, which accounts for up to three fourths of the financial support reported in the BRs, increased by 13 per cent on a comparable basis to an annual average of USD 36.3 billion. Most climate-specific financial support was reported through bilateral, regional and other channels, with USD 28.1 billion in 2017 and USD 31.8 billion in 2018.

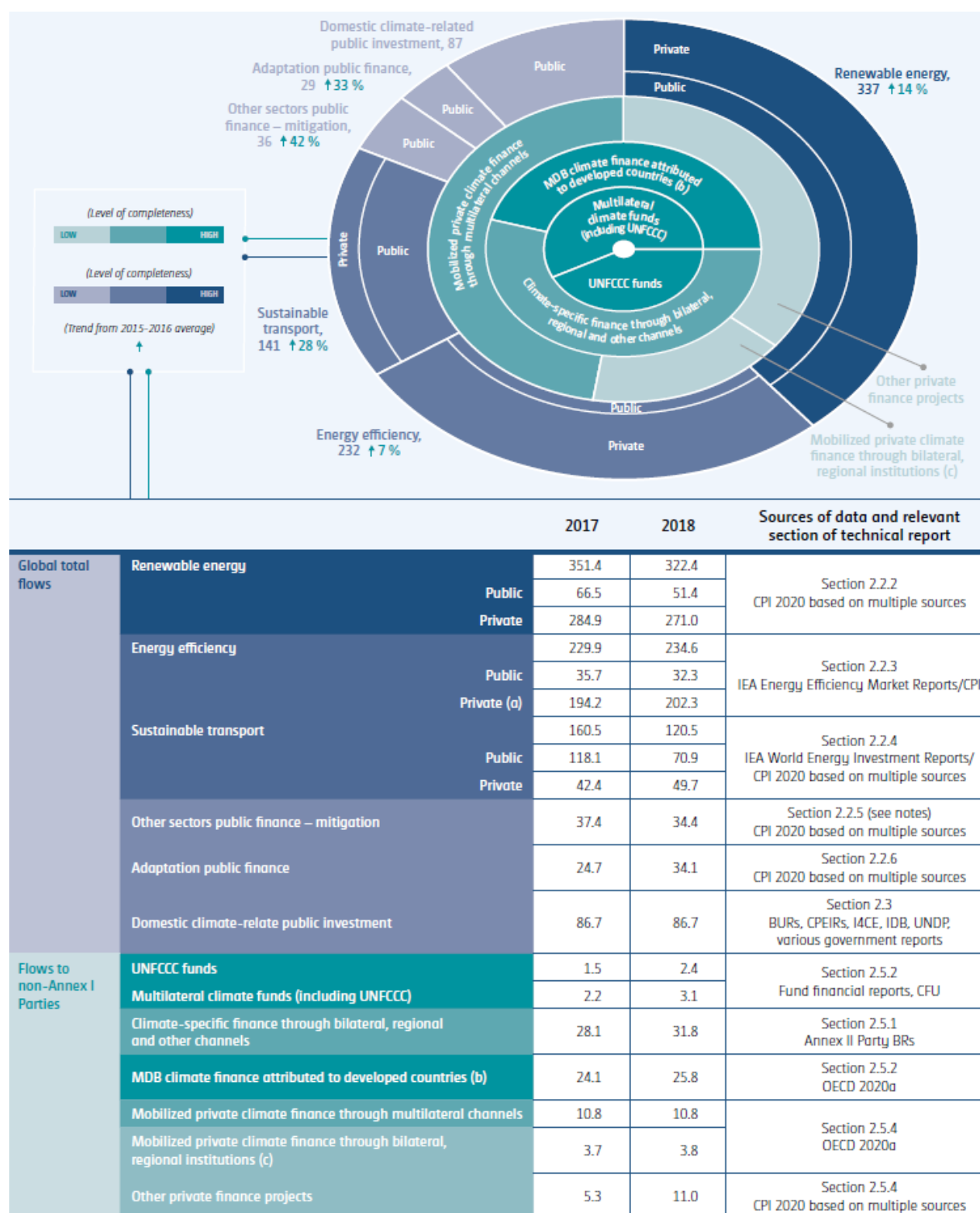
26. Mitigation finance constitutes the largest share of climate-specific financial support through bilateral channels at 64 per cent. However, the share of adaptation finance increased from 15 per cent in 2015–2016 to 21 per cent in 2017–2018 as it grew at a higher rate than mitigation finance.

27. UNFCCC funds and multilateral climate funds approved USD 2.2 billion and USD 3.1 billion for climate finance projects in 2017 and 2018, respectively. The annual average for 2017–2018 (USD 2.7 billion) represents an increase of approximately 39 per cent compared with those in 2015–2016, owing primarily to increases in project approvals by the



GCF Board and the GEF Council. In terms of inflows to the operating entities of the Financial Mechanism, the seventh replenishment of the GEF resulted in USD 4.1 billion in pledges and USD 802 million allocated to the climate change focal area, compared with USD 4.4 billion in total pledges and USD 1.26 billion allocated to the climate change focal area in the sixth replenishment. The first replenishment of the GCF pledging conference in 2019 amounted to USD 9.8 billion, compared with USD 10.2 billion from the initial resource mobilization pledging conference in 2014.

Figure 2  
**Climate finance flows in 2017–2018**  
 (Billions of United States dollars, annualized)



Notes: (1) Value discounts transport energy efficiency estimates by 8.5 per cent to account for overlap with electric vehicle estimates, same as in previous years. (2) From Annex II to non-Annex I Parties. Values derived from calculating attributed shares of Annex II Parties per MDB multiplied by the climate finance provided to non-Annex I Parties from MDBs' own resources. (3) Estimates include private finance mobilized through public interventions from developed countries.

28. MDBs provided USD 34 billion and USD 42 billion in climate finance from their own resources to developing and emerging economies in 2017 and 2018, respectively. The annual

average (USD 36.6 billion) represents a 50 per cent increase since 2015–2016. The attribution of these flows to developed countries is calculated at between USD 23.3 billion to USD 24.1 billion in 2017 and USD 25.8 billion to 28.0 billion in 2018.

29. The uncertainty of the data on the geographic sources and destinations of private finance flows to developing countries remains significant. OECD estimates that private climate finance mobilized by developed countries through bilateral and multilateral channels amounted to USD 14.5 billion in 2017 and USD 14.6 billion in 2018.

30. Information on the recipients of climate finance remains limited. The increase in BUR submissions from non-Annex I Parties has resulted in a greater amount of information on finance received than for previous BAs. However, time lags in data availability for reporting make it difficult to provide updated or complete information on finance received in 2017–2018. Of the 63 Parties that had submitted BURs as at December 2020, 28 included some information on climate finance received in 2017 or 2018. In total, USD 7.8 billion was reported as received for projects starting in 2017 and USD 2 billion for projects starting in 2018. A total of 23 Annex II Parties included information on recipients of finance at either the country or project level in their BR4s.

31. **South–South climate finance flows have increased, but data availability and coverage remain limited.** While data availability and coverage of climate finance flows between developing countries remain limited, it is a growing area of global climate finance flows. Several countries voluntarily report to standardized reporting systems such as OECD DAC. Up to 20 development finance institutions that are IDFC members are based in non-OECD countries, and MDBs led by developing countries such as the Asian Infrastructure Development Bank and the New Development Bank continue to increase finance flows. Estimates of South–South climate finance flows amounted to USD 17.8 billion to USD 18.0 billion in 2017 and USD 18.0 billion to USD 18.2 billion in 2018.

## C. Assessment of climate finance flows

32. Trends in public concessional climate finance, including bilateral flows, multilateral climate funds and funds from MDBs, point to increasing flows towards developing countries from multilateral sources, while bilateral climate finance flows have stagnated.

33. **Support for mitigation remains greater than support for adaptation.** Adaptation finance has remained at between 20 and 25 per cent of committed concessional finance across all sources (noting measurement differences), showing little movement since the previous BA (see the table below). However, the continued rise in public climate finance flows contributing towards both adaptation and mitigation complicates this assessment. The rise is most obvious in flows from multilateral climate funds and through bilateral channels. While the GCF allocates climate finance for projects in this cross-cutting category to adaptation or mitigation, not all institutions do so in their programming or reporting. This makes it more difficult to track progress in scaling up adaptation finance and ultimately achieving balance between finance for adaptation and mitigation objectives.

34. **Grants continue to be a key instrument for adaptation finance.** In 2017–2018 grants accounted for 64 and 94 per cent of the face value of bilateral adaptation finance reported to OECD and of adaptation finance from multilateral climate funds, respectively (see the table below). During the same period, 9 per cent of adaptation finance flowing through MDBs was grant-based. These figures indicate no change since 2015–2016. Mitigation finance remains less concessional in nature, with 30 per cent of bilateral flows, 29 per cent of multilateral climate fund approvals and 3 per cent of MDB investments taking the form of grants. These figures, however, may not fully capture the added value brought by combining different types of financial instruments, or technical assistance with capital flows, which can often lead to greater innovation or more sustainable implementation.

**Characteristics of international public climate finance flows in 2017–2018**

	Annual average (USD billion)	Area of support				Financial instrument		
		Adaptation	Mitigation	REDD+ <sup>a</sup>	Cross-cutting	Grants	Concessional loans	Other
Multilateral climate funds <sup>b</sup>	2.7	20%	48%	5%	27%	53%	40%	8%
Bilateral climate finance <sup>c</sup>	29.9	21%	65%	–	15%	64%	36%	<1%
MDB climate finance <sup>d</sup>	39.2	25%	75%	–	–	5%	75%	20%

*Note:* All values based on approvals and commitments.

<sup>a</sup> In decision 1/CP.16, para. 70, the Conference of the Parties encouraged developing country Parties to contribute to mitigation actions in the forest sector by undertaking the following activities: reducing emissions from deforestation; reducing emissions from forest degradation; conservation of forest carbon stocks; sustainable management of forests; and enhancement of forest carbon stocks.

<sup>b</sup> Including: Adaptation for Smallholder Agriculture Programme, Adaptation Fund, Bio Carbon Fund, Clean Technology Fund, Forest Carbon Partnership Facility, Forest Investment Program, Global Climate Change Alliance, GCF, GEF Trust Fund, Least Developed Countries Fund, Partnership for Market Readiness, Pilot Programme for Climate Resilience, Scaling Up Renewable Energy Program, Special Climate Change Fund and United Nations Collaborative Programme on Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries.

<sup>c</sup> Bilateral climate finance data are sourced from Annex II Parties' BRs (that further include regional and other channels) for the annual average and thematic split. The financial instrument data are taken from data from OECD DAC, referring only to concessional flows of climate-related development assistance reported by OECD DAC members. In section C of the summary and chap. III of the technical report, "bilateral finance" refers only to concessional flows of climate-related development assistance reported by OECD DAC members.

<sup>d</sup> The annual average and thematic split of MDBs includes their own resources only, while the financial instrument data include data from MDBs and from external resources, owing to the lack of data disaggregation.

35. With regard to the geographic distribution of public concessional climate finance, Asia remains the principal beneficiary region. In 2017–2018 the region received on average 30 per cent of funding commitments from bilateral flows, multilateral climate funds and MDBs. Sub-Saharan Africa received an average of 24 per cent of commitments across the sources in the same period, followed by Latin America and the Caribbean with 17 per cent and the remainder going to the Middle East and North Africa; Central, Eastern and South-Eastern Europe; the South Caucasus; and Central Asia.

36. The LDCs and SIDS are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change. Article 9 of the Paris Agreement emphasizes the importance of the provision of scaled-up financial resources to these countries. In 2017–2018 funding committed to projects in the LDCs represented 22 per cent of bilateral flows and 24 per cent of finance approved through multilateral climate funds. Funding committed to SIDS represented 2 per cent of bilateral finance and 10 per cent of finance approved through multilateral climate funds. Of the finance provided to the LDCs and SIDS, the amount targeting adaptation fell slightly in 2017–2018, although the shares remained stable overall. MDBs channelled 11 per cent of their climate finance to the LDCs and 3 per cent to SIDS. As in previous years, adaptation finance as a share of all climate finance to these countries was significantly higher than that of the overall climate finance spending by MDBs.

37. **In 2017–2018, there continued to be a push to diversify modalities of access to climate finance.** In a 2019 survey of 105 respondents from 45 developing countries, 73 per cent identified finance from multilateral climate funds as the most challenging source of finance to access compared with private finance (62 per cent), MDBs and development finance institutions (30 per cent) and bilateral sources (17 per cent). Institutions in developing countries are increasingly able to meet fiduciary and environmental and social safeguards requirements for accessing funds. Data show a continued increase in the number of national implementing entities of multilateral climate funds as well as an increase in the accreditation of civil society and private entities, with both trends largely driven by the GCF. Significant shares of climate finance approvals from multilateral climate funds are programmed through multilateral accredited and implementing entities.

38. The management of climate finance, as well as the development and implementation of projects that it supports, necessarily entails costs. Often recovered through mechanisms such as administrative budgets and implementing agency fees, the degree of such costs varies across institutions by nature of their different approaches and delivery models. In 2017–2018, major multilateral climate funds spent USD 217 million on administration costs, while implementing entity fees amounted to USD 231 million. In general, the administration costs of climate finance management have tended to decrease over time. The alignment of administrative functions between funds (e.g. the GEF administration of the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund) can streamline management and disbursement mechanisms. This is essential in order to retain the trust that contributors and beneficiaries place in the funds. However, it must be balanced by the above-mentioned rise in implementing entities and associated costs.

39. The capacity of institutions to make strategic choices to use climate finance has long been recognized as important. Both the Adaptation Fund and the GCF have developed readiness programmes, supporting countries to plan for, access and deliver climate finance. Together these funds have approved over USD 285 million in readiness support. The GEF has instead incorporated capacity-building objectives into existing project funding through “enabling activities”. Reviews of these programmes have endorsed the use of readiness support to build all aspects of the capacity required to mobilize finance for climate action, rather than a focus on supporting access to multilateral climate funds.

40. **Ownership over the end use of climate finance flows remains a critical factor in its effectiveness.** The broad concept of ownership encompasses the consistency of climate finance with national priorities, the degree to which national systems are used for both spending and tracking, and the engagement of a wide range of stakeholders. Financial needs are being increasingly articulated, but to date lack sufficient comparability of methods, including for costs, time frames and assumptions, in order to make an accurate assessment of the alignment of climate finance provision with such needs. Ministries of finance and planning are strengthening their commitments to engage in climate change planning, with national-level institutions playing a greater role through domestic tracking, monitoring and verification of climate finance.

41. **Impact reporting systems and practices for climate finance are maturing.** Mechanisms for monitoring the impact of climate finance may be relevant for the implementation of the enhanced transparency framework. While the reporting of results is slowly improving under multilateral climate funds, MDBs do not include information on mitigation and adaptation outcomes in their joint reports and bilateral contributors have varied approaches to reporting on impacts. Emission reduction remains the primary impact metric for climate change mitigation, while adaptation impact continues to be measured primarily in terms of the number and type of people that benefit from projects. It remains difficult to accurately assess the quality of the impacts (i.e. outcomes) achieved, given that they are being presented in a multitude of formats and over varying timescales and are hard to verify.

42. **A number of decisions have strengthened the way in which gender issues are addressed in the UNFCCC process.** Gender-responsive public finance is likely to be more effective and efficient. Multilateral climate funds have been front runners in mainstreaming gender considerations in governance and operations. Those under the Financial Mechanism now have a mandate to include information on gender considerations in their annual reports to the COP. While advances are being made, there is scarce information on gender-responsive budgeting, suggesting that work remains to be done in integrating gender considerations on the ground.

43. **The drivers of climate finance flows can consist of both demand- and supply-side actions but may differ in terms of mitigation or adaptation objectives.** For mitigation finance, policy targets and support mechanisms have played a major role in driving climate finance flows, such as in the role of long-term fixed prices in supporting renewable energy deployment and more recently purchasing incentives for electric vehicles and bans on the sale of new combustion engine vehicles in the long term. Cross-cutting features of enabling environments, such as currency stability of exchange rates, stability of policies and

enforcement of contracts, particularly in driving finance towards sustainable land use, and maintenance of political will and support, have also proven to be significant drivers.

44. For adaptation finance, the role of national plans, standards and institutions takes on more importance in driving finance flows than may be the case in mitigation finance, owing to the importance of local, context-specific conditions. Building codes, design standards and disaster risk management guidelines play a role in furthering climate resilience within infrastructure and development investments. Furthermore, local and context-specific vulnerabilities require local-level data and information systems on risks to drive investment, particularly in agricultural adaptation activities.

45. **Although climate finance flows are increasing, they remain relatively small in the broader context of other finance flows, investment opportunities and costs.** Climate finance accounts for just a small proportion of overall finance flows, as shown in figure 3. The level of climate finance is considerably below what would be expected in view of the investment opportunities and needs that have been identified. However, although climate finance flows must obviously be scaled up, it is also important to ensure the consistency of finance flows as a whole (and of capital stock) with the long-term goals of the Paris Agreement, specifically those set out in its Article 2.

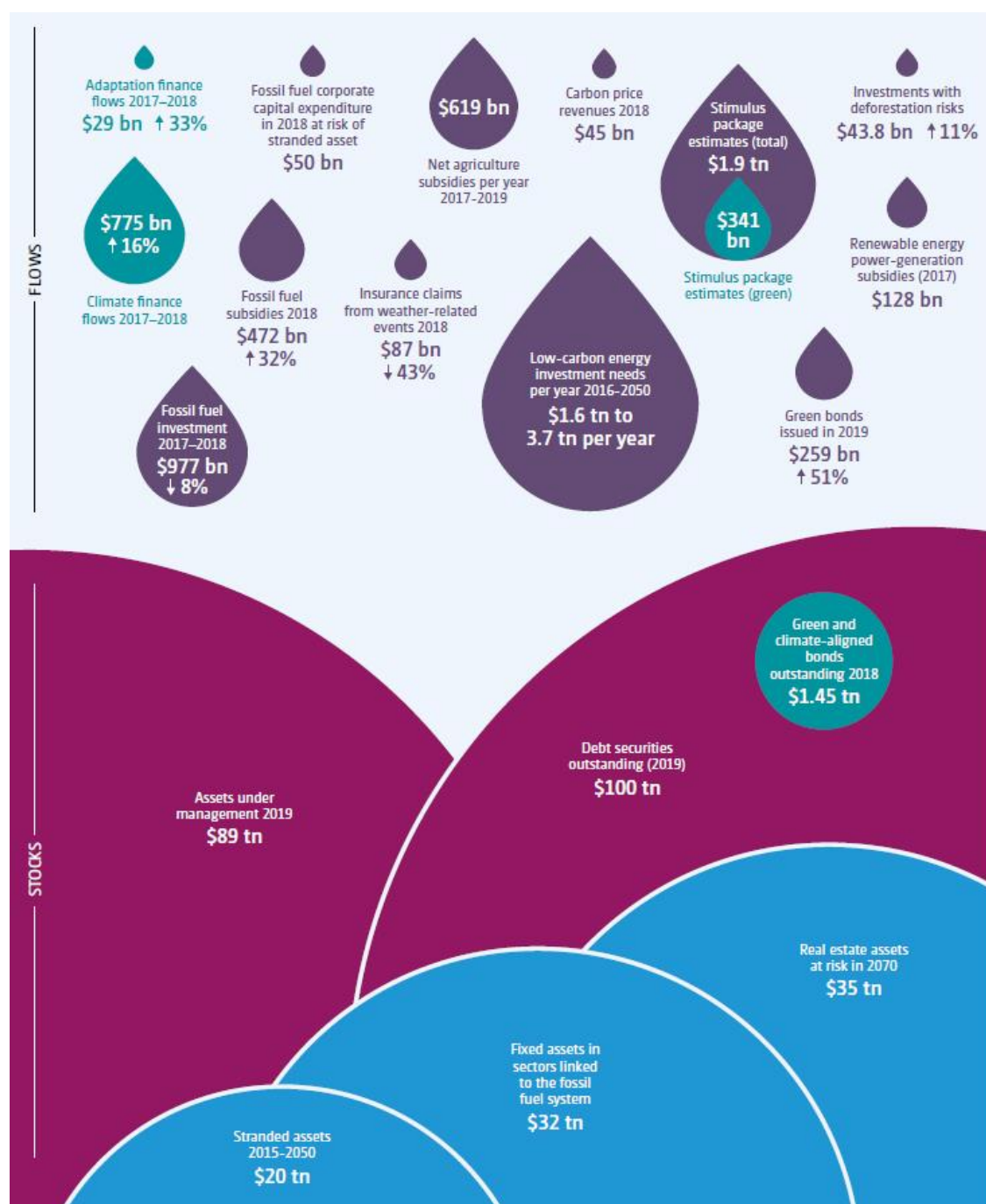
46. **Financial flows and stocks in GHG-intensive activities remain concerningly high.** Fossil fuel investments amounted globally to USD 977 billion in 2017–2018, while fossil fuel subsidies amounted to USD 472 billion in 2018. Fossil fuel corporate capital expenditure at risk of becoming stranded amounted to USD 50 billion in 2018, while investments with deforestation risks amounted to USD 43.8 billion in 2017–2018, and net agriculture subsidies amounted to USD 619 billion per year on average from 2017 to 2019. Fixed assets in sectors linked to fossil fuel systems amounted to USD 32 trillion, real estate assets at risk in 2070 amounted to USD 35 trillion, and stranded assets worth USD 20 trillion are at risk out to 2050.

47. Given the scale and speed needed for the transformation to low GHG emission and climate-resilient development pathways, it is critical to consider climate finance flows within the context of broader finance flows. A sole focus on positive climate finance flows will be insufficient to meet the overarching objectives of the Paris Agreement. This does not mean that broader finance flows must all have explicit beneficial climate outcomes, but it does mean that they must integrate climate risks into decision-making and avoid increasing the likelihood of negative climate outcomes. Without this, the effectiveness of climate finance flows can be called into question or even negated.

## **D. Mapping information relevant to Article 2, paragraph 1(c), of the Paris Agreement**

48. Article 2 of the Paris Agreement sets out three interlinked goals aimed at strengthening the global response to climate change in the context of sustainable development and efforts to eradicate poverty: (1) limiting the increase in global average temperature to well below 2 °C above pre-industrial levels and pursuing efforts to limit the increase to 1.5 °C above pre-industrial levels; (2) increasing the ability to adapt to and foster resilience against the adverse impacts of climate change; and (3) in Article 2, paragraph 1(c), making finance flows consistent with a pathway towards low greenhouse gas emissions and climate-resilient development. Article 2 states that the Paris Agreement will be implemented to reflect equity, and the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances.

Figure 3  
Global climate finance in the context of broader finance flows, opportunities and costs



49. Although there is no dedicated process for responding to the goal set out in Article 2, paragraph 1(c), some Parties have articulated policies and measures in their long-term strategies or domestic policy frameworks that speak to the goal. Furthermore, both public and private sector institutions in the financial sector have articulated in their strategies efforts to align with the Paris Agreement and the goal in Article 2, paragraph 1(c). In the absence of a common vision among Parties on what information may be relevant, the aim of the mapping exercise was to capture how their actions meet the goal in Article 2, paragraph 1(c), and therefore what they consider relevant from their perspective, and it provided a number of key insights.

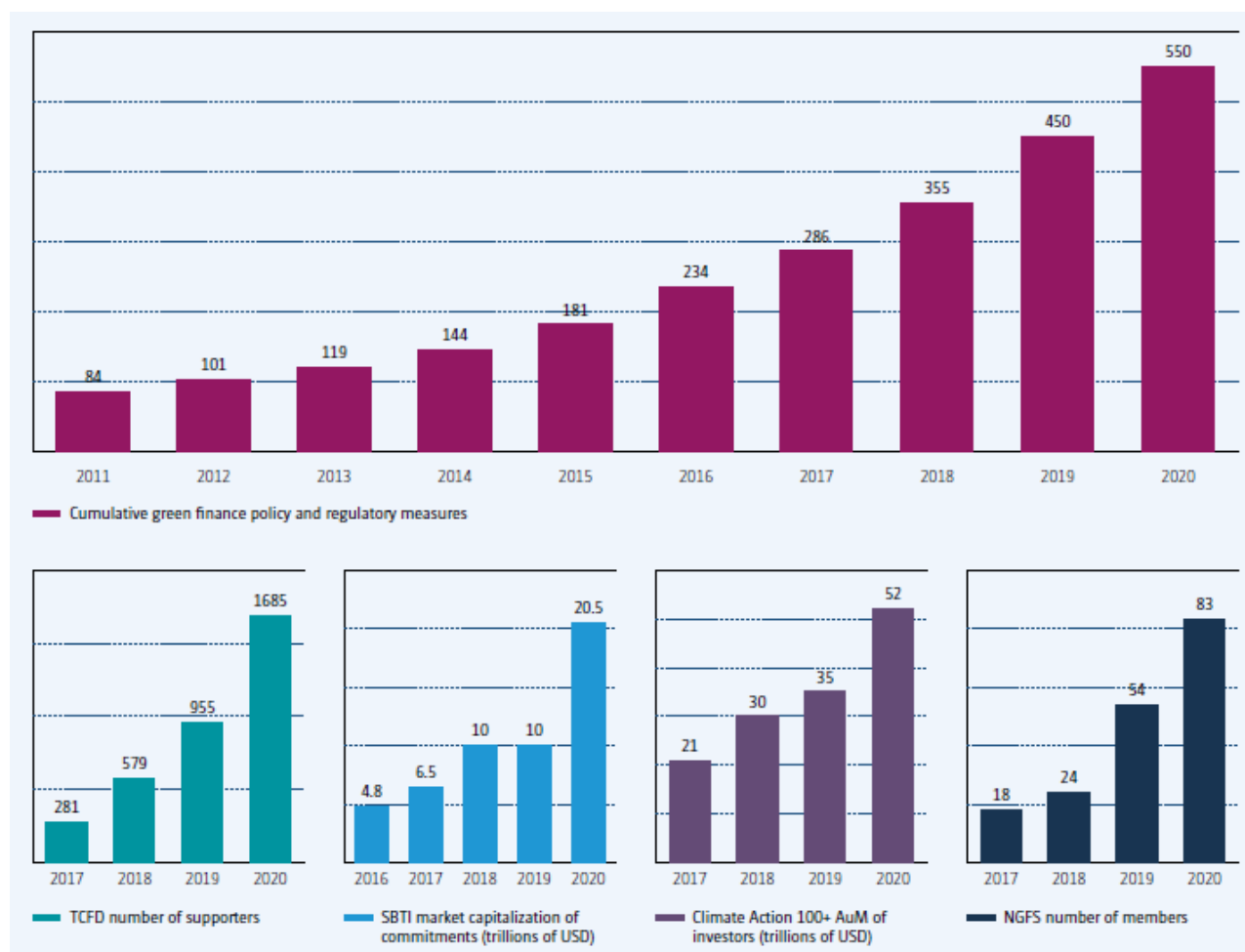
50. **Significant growth in relevant initiatives has been apparent since the Paris Agreement entered into force, particularly in coalitions fostering collective commitments on climate action.** Activities relevant to Article 2, paragraph 1(c), in many instances, are found in practices, coalitions and initiatives that predate the Paris Agreement.

Policy and regulatory measures on green finance have been recorded since 1980, although there has been a marked increase in such measures since the adoption of the Paris Agreement (see figure 4). This historical context is relevant as it provides evidence that even prior to adoption of the Paris Agreement, actors were developing sustainability- and climate-related financial instruments and regulations which represent foundations for action relevant to Article 2, paragraph 1(c), that is also integrated with national development goals. For example:

- (a) 34 of 103 stock exchanges have sustainable bond-listing processes;
- (b) Investors managing USD 90 trillion have signed on to the Principles for Responsible Investment;
- (c) 53 banks, representing over USD 37 trillion in assets, which represent one fourth of global banking assets, have pledged to align their lending and investment portfolios with net zero emissions by 2050, as part of the Net Zero Banking Alliance;
- (d) Over 40 institutional investors with USD 6.6 trillion in assets have pledged to align portfolios with net zero emissions by 2050, as part of the Net-Zero Asset Owner Alliance.

Figure 4

**Number of green finance policy and regulatory measures, and growth of selected initiatives since the adoption of the Paris Agreement**



51. However, the Paris Agreement triggered a focusing of action whereby existing sustainability and climate-related finance initiatives sought to adopt objectives or activities that matched those of the Paris Agreement goals. At least 115 sustainability- or climate-related financial initiatives exist that claim to be either directly or indirectly associated with contributing to the goals of the Paris Agreement. The majority relate to promoting new financial instruments that address funding needs for sustainable development and climate



change. A smaller pool of approximately 31 initiatives are focused on greening financial systems – for example, the TCFD, the European Union High Level Expert Group on Sustainable Finance and the NGFS.

52. Many activities across the stakeholder mapping exercise that explicitly refer to achieving the goals of the Paris Agreement and Article 2, paragraph 1(c), in particular are executed through collective initiatives and organizations. This highlights the importance of network effects, knowledge-sharing and common goal setting. In contrast, relatively few relevant actions by national Governments are framed in the context of Article 2, paragraph 1(c). Particularly in developing countries, the ability to access international climate finance in the context of Article 9 is mentioned, as is directing domestic finance flows towards achieving NDC goals.

53. **Assessing the real-economy impact and the risk of greenwashing remains a challenge.** Efforts relevant to Article 2, paragraph 1(c), are widespread across all actors within the financial sector, with actions concentrated on defining their exposure to climate risks and the economic opportunities linked to climate response measures. However, achieving the goal in Article 2, paragraph 1(c), related to low GHG emission and climate-resilient development, set in the context of Article 2, depends on real-economy actions that reduce emissions in line with temperature goals and help to develop climate resilience. Many actors in the financial sector operate at a number of steps removed from real-economy activities, through stock or bond trading, portfolio allocations, or micro-prudential supervision, which has little direct effect on real-economy investment decisions relative to banks lending to projects, corporations approving capital expenditure plans or governments announcing support incentives. Therefore, measuring the effective role of financial actors in the context of Article 2, paragraph 1(c), is a notable topic of debate among initiatives, including which metrics are most important as indicators of success.

54. Several researchers highlight the absence of any independent critique of the motives and impacts of the numerous finance-related initiatives that have emerged since the adoption of the Paris Agreement. Such critical engagement will assist in assessing the real-economy contributions of these initiatives towards achieving consistency of finance flows and combating greenwashing in this context. Further, a plethora of initiatives offers the potential for incoherence and different levels of ambition in articulating how the goal in Article 2, paragraph 1(c), may be met.

55. The most recent initiatives include efforts of respective stakeholders to align with net zero emissions or 1.5 °C temperature rise pathways, with a focus on commitments for target setting and reporting, in contrast to earlier initiatives that focused on advocacy and high-level commitments.

56. **Trend towards activities with more stringent minimum requirements or mandatory regulations over voluntary activities.** Actors are largely adopting approaches in line with their institutional mandates, geographical reach and interpretation of how climate risks and opportunities affect and benefit their operations. To date, initiatives with the widest coverage and scope among financial actors are voluntary in nature, often with non-prescriptive commitments to principles. More recently, some initiatives include mandatory implementation requirements against common timelines. Furthermore, some Governments have already signalled that mandatory exclusions or obligations are being placed on institutions, although these remain limited in number and geographical scope.

57. **More work needed to promote inclusivity and geographical representation.** A number of initiatives relevant to Article 2, paragraph 1(c), include representation from different regions and both developed and developing countries. For private finance actors, such representation is important, and it reveals how different relative starting points, capacity and skills gaps exist within coalitions that make common commitments. Further, although a significant number of initiatives were identified, many have yet to combine networks to achieve greater effect. Of the 115 partnerships identified of relevance to supporting the goals of the Paris Agreement, with up to 5,181 constituent members, the vast majority (75 per cent) are connected to only one partnership.

58. Inclusive and broad geographic representation is even more critical among relevant initiatives targeted at public finance actors, regulators and other country-focused actors such

as financial centres. In these forums, it is important to reflect the perspectives of different regions, financial systems and country priorities in how common goals are articulated, particularly as the activities of these actors support and facilitate the achievement of the goal in Article 2, paragraph 1(c), as well as their country NDCs.

59. **Pursuing consistency requires consideration of how finance targeted at GHG-intensive activities can support pathways.** A focus on individual financing or investment decisions that are consistent with a pathway towards low GHG emission and climate-resilient development is not straightforward owing to the significant potential range of what pathways may be followed for achieving the broader goals in Article 2. The trend towards developing climate, green or sustainable finance taxonomies, as seen across multiple public actor initiatives, can support the identification of activities that are consistent with such pathways, but may risk excluding necessary investment in high-emission sectors or activities that can support the overall transition to such pathways. These may be in areas where activities that are consistent are not yet available at scale owing to technological innovation (e.g. steel and/or cement processes), where activities are needed to enable the transition (e.g. financing of mining activities, road building), or where financing is needed to wind down or responsibly manage the retiring of high-emission activities and transition communities away from their reliance (e.g. coal phase-out policies and subsidies).

60. Transition finance taxonomies and transition bonds are being developed for private finance actors to finance, for example, transitional activities in the context of financing just transitions, which implies projects that meet certain conditions, such as displacing more carbon-intensive options compared with industry norms; and enabling wider application or integration of less-carbon-intensive options.

61. **Further consideration of climate-resilient development pathways is necessary to complement existing approaches.** The mapped approaches include a strong focus on actions linked to achieving the goal in Article 2, paragraph 1(a), of the Paris Agreement, namely financing investments related to low GHG emissions, and to mitigating the physical and transition-related risks of shifting from high- to low-emission development trajectories. There appears to be limited evidence of the degree to which financial actors are aligning their investment mandates with climate resilience goals linked to Article 2, paragraph 1(b), of the Paris Agreement. There is a view that focusing on proper climate-related risk disclosure should result in better, more resilient investment and financing decisions as an end in and of itself, while other views have recognized the existing gaps in guidance and understanding on how to proactively engage on this element.

62. **Stakeholders may take action across a number of areas to support advancing efforts in relation to the goal in Article 2, paragraph 1(c).** These include:

(a) In public policy and finance, promoting opportunities to make sustainable recovery packages consistent with the goals of the Paris Agreement in the short term and setting in place financial policies and regulations for achieving net zero commitments in the long term;

(b) Ensuring that just transition financing is incorporated into approaches to align action with the goals of the Paris Agreement or into classifications of consistency with those goals, including in supporting vulnerable developing countries at risk of climate impacts in gaining access to capital to support their climate-resilient development, and in supporting the shift of trade flows away from economic activities that are inconsistent with those goals;

(c) Further clarifying the differences or complementarities between climate finance related to Article 9 of the Paris Agreement and the long-term goal under Article 2, paragraph 1(c).

## Annexe II\*

### Résumé du premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris

[Anglais seulement]

## I. Introduction

1. The first NDR<sup>1</sup> provides an overview of qualitative and quantitative information based on available data and evidence from reports at the national, regional and global level. As such, the first NDR does not constitute an assessment of the needs of developing country Parties: the numbers of reported and costed needs are higher in the reports of some countries than of others. This does not imply that the latter have no or fewer needs; rather, this may be due to the lack of available data, tools and capacity for determining and costing needs.

## II. Context and mandate

2. COP 24 requested the SCF to prepare, every four years, an NDR for consideration by the COP, starting at COP 26, and the CMA, starting at CMA 3. The COP also requested the SCF to collaborate, as appropriate, with the operating entities of the Financial Mechanism, the subsidiary and constituted bodies, multilateral and bilateral channels, and observer organizations.<sup>2</sup>

3. COP 25 and CMA 2 encouraged the SCF to present, to the extent possible, disaggregated information in relation to, inter alia, mapping data availability and gaps by sector, assessing climate finance flows and presenting information on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement.<sup>3</sup> COP 25 and CMA 2 also encouraged the SCF, in implementing its strategic outreach plan, to build on existing efforts to reach out to developing country Parties and relevant developing country stakeholders when generating data and information for the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement.<sup>4</sup>

## III. Scope and approach

### A. Scope

4. The first NDR presents quantitative information (hereinafter referred to as costed needs) and qualitative information (hereinafter referred to as needs) on the needs of developing country Parties. Quantitative information was compiled from costed needs at the project level and those derived from economic modelling in reports at the national, regional and global level and other sources. Qualitative information was derived from descriptions of planned activities, strategic directions, national priorities and action plans in the same sources.

5. To the extent possible and on the basis of the available information, the first NDR contains an analysis and presentation of the needs of developing country Parties by time

\* For a list of acronyms and abbreviations, see document FCCC/CP/2021/10/Add.2–FCCC/PA/CMA/2021/7/Add.2.

<sup>1</sup> Available at <https://unfccc.int/documents/307595>.

<sup>2</sup> Decision 4/CP.24, paras. 13–14.

<sup>3</sup> Decisions 11/CP.25, para. 9; and 5/CMA.2, para. 9.

<sup>4</sup> Decisions 11/CP.25, para. 12; and 5/CMA.2, para. 12.

frame, geographical region, thematic area, means of implementation, and sector and subsector (chap. 2). The report reflects information and data on needs as mentioned in the national, regional and global reports. The needs are dynamically changing and may depend on different factors, such as temperature scenarios, mitigation pathways and adaptive capacity, extreme weather events, adverse effects of trade and economic barriers, and social factors such as poverty.

6. Further, the first NDR illustrates processes and approaches for determining needs (chap. 3). It also maps out available tools and methodologies for determining and prioritizing needs, including sector-specific methodologies and tools, and advantages of and challenges in applying them (chap. 4). Finally, the report highlights opportunities, challenges and gaps in relation to determining needs (chap. 5).

7. The first NDR comprises an executive summary and a technical report. The executive summary was prepared by the SCF, whereas the technical report was prepared by experts under the guidance of the SCF but remains a product of the external experts. The technical report has benefited from extensive inputs from Parties and stakeholders.

## **B. Sources of information**

8. The first NDR has been compiled from reports prepared by developing country Parties, specifically those submitted to the UNFCCC, and reports developed by regional and global institutions. Such national reports include ACs, BURs, LEDS, NAPs, NAPAs, NCs, NDCs, TAPs and TNAs.

9. Further sources of information are the submissions received from Parties and non-Party stakeholders in response to the call for evidence issued by the SCF.<sup>5</sup>

## **C. Approach**

10. The technical work comprised a review of literature and sources of available information and data, and quantitative and qualitative data collection and analysis, complemented by outreach activities. Data and information were systematically collected by the technical team under the guidance of the SCF co-facilitators for the first NDR.

11. The SCF periodically considered the outputs of the technical team and the input derived from regional meetings, and provided guidance on the development of the first NDR, including during conference calls and in-person meetings.

12. In preparing the first NDR, the technical team noted data inconsistencies, gaps and interpretation challenges, as referred to in paragraph 59 below. Efforts were made to overcome these challenges, such as identifying reporting overlaps on the basis of the reporting guidelines and avoiding double counting in aggregating and presenting the data.

# **IV. Key findings**

## **A. Overview of the needs of developing country Parties**

### **1. Information and data from national reports**

13. National reports submitted by developing country Parties as part of the UNFCCC process contain information on their needs related to implementing the Convention and the Paris Agreement. There are nine types of national report, which serve different purposes under the Convention and the Paris Agreement, with reported needs varying in terms of

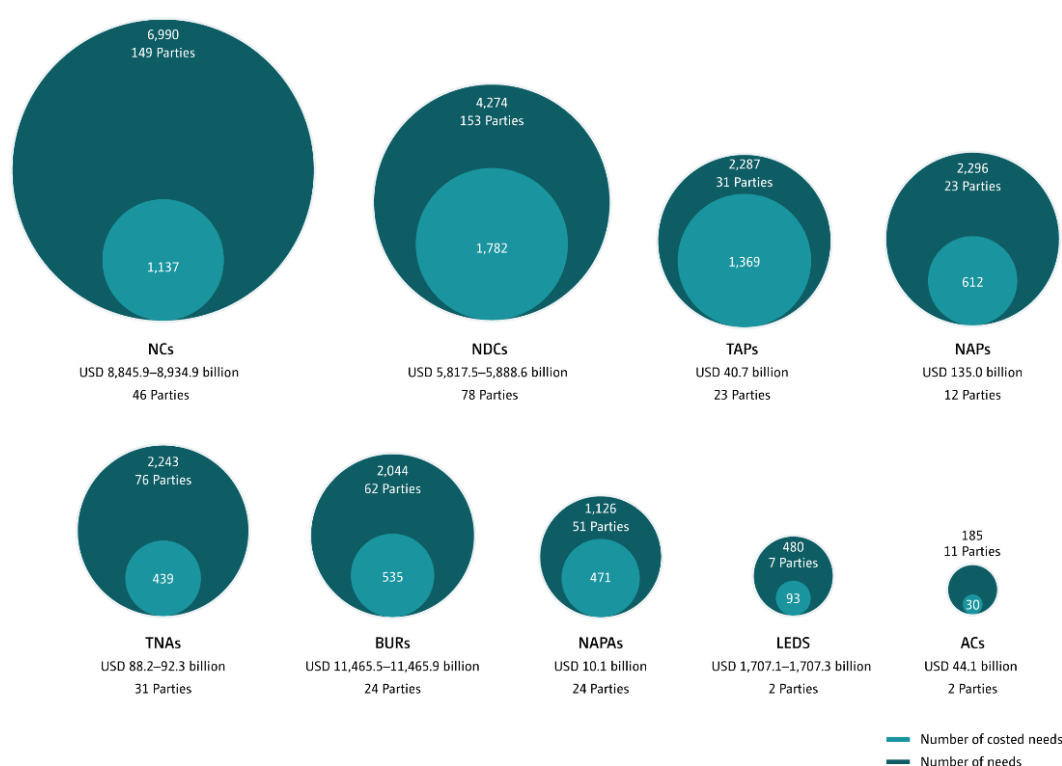
<sup>5</sup> See <https://unfccc.int/documents/231567>. The deadline of the call for evidence was extended to 30 October 2020, by which 34 submissions had been received. All submissions are available at <https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/needs-report/repository-of-information-on-the-needs-of-developing-country-parties>.

thematic and sectoral coverage, time frame and granularity of detail. In total, 563 documents were included in the analysis for the first NDR.<sup>6</sup>

14. Figure 1 provides an overview of the articulation of the needs of developing country Parties, including overall costed needs, across the nine types of national report submitted by developing country Parties to the UNFCCC.<sup>7</sup> The overall costed needs by type of report are based on the information on activities with associated costs included in the corresponding individual national reports. The needs included in national reports are identified using a top-down approach (i.e. needs that are typically estimated using economy-wide or sectoral modelling techniques) or a bottom-up approach (i.e. needs that are typically identified from a project pipeline). Developing country Parties periodically update their national reports submitted to the UNFCCC, reflecting changing circumstances and improvements in their data-collection processes and analysis. Therefore, data and information on needs may not be exhaustive as the needs are dynamically changing.

Figure 1

**Overview of articulation of needs, including costed needs, by type of national report submitted to the UNFCCC**



Note: Ranges of costs included where available.

**(a) Insights from quantitative data on needs**

15. The needs identified and articulated by developing country Parties across the nine types of national report encompass a wide range of financial, technology development and

<sup>6</sup> Only the most recent submissions to the UNFCCC were used in the analysis as Parties regularly update information on their needs to reflect changing circumstances. To avoid double counting where Parties may have provided the same information in different reports (e.g. BURs and NDCs), each type of report is treated separately, without aggregation across them.

<sup>7</sup> Needs are catalogued in the analysis at the most granular level at which information was provided (i.e. a project or activity expressed as a need by a developing country is counted as a single activity; if activity-level information was not provided, needs are counted at the sector level; if sector-level information was not provided, needs are counted at the thematic level, etc.). Depending on the nature of the report, it is possible that the priorities and programmes consist of multiple projects and action items. See chap. 1 of the first NDR for details on the scope of the quantitative and qualitative information collected from national reports.

transfer, and capacity-building needs. The level of detail in the information provided varies in terms of the description of needs and their associated costs, if specified. While some Parties express costed needs for adaptation or mitigation purposes, other communicate needs at the activity or sector level.

16. As at 31 May 2021, NDCs from 153 Parties included 4,274 needs, with 1,782 costed needs identified across 78 NDCs, cumulatively amounting to USD 5.8–5.9 trillion up until 2030. Of this amount, USD 502 billion is identified as needs requiring international sources of finance and USD 112 billion as sourced from domestic finance. For 89 per cent of the costed needs, information was not provided on possible sources of finance. Among the national reports, NCs from 149 Parties present the highest number (6,990) of identified needs, of which 1,137 costed needs cumulatively amount to USD 8.8–8.9 trillion, with 5 per cent of the costed needs distributed across 45 NCs and 95 per cent in 1 NC. BURs from 62 Parties indicated 2,044 needs, of which 535 needs are costed, cumulatively amounting to USD 11.5 trillion, with 5 per cent distributed across 60 BURs and 95 per cent across 2 BURs, thereby representing the highest amount of costed needs identified across the nine types of national report. These figures should be viewed in the light of the size and nature of developing country Parties' economies and the scale of climate impacts.

(i) *Thematic distribution of costed needs*

17. As shown in table 1, cumulatively, identified costed mitigation needs tend to be larger than costed adaptation needs across the reports that cover all thematic areas such as BURs, NCs and NDCs. The overall amount of costed adaptation needs is comparable to the overall amount of costed mitigation needs expressed in NCs (43 and 56–57 per cent, respectively). In the case of NDCs, the overall identified costed mitigation and adaptation needs (50 per cent) are comparable to the amount of costed cross-cutting needs (50 per cent), noting that the costed needs expressed as cross-cutting are largely a reflection of one NDC. Although some developing countries provided information on costed needs for mitigation and adaptation by sector and subsector, this information was not provided across all reports. Therefore, it was not possible to provide a comprehensive and accurate overall amount of costed needs by sector and subsector in the first NDR.

Table 1

**Overview of sources of reported costed needs of developing countries by type of national report submitted to the UNFCCC**

Report	Costed needs (USD billion)				
	Total	Mitigation	Adaptation	Cross-cutting	Other
AC	44.10 (100%)	–	44.10 (100%)	–	–
BUR	11 465.53–11 465.90 (100%)	5 286.94–5 287.31 (46%)	3 628.81 (32%)	2 550.01 (22%)	–
LEDS	1 707.15–1 707.35 (100%)	1 407.15–1 407.34 (82%)	300.00 (18%)	–	–
NAP	135.02–135.03 (100%)	–	135.02 (100%)	–	–
NAPA	10.05 (100%)	–	10.05 (100%)	–	–
NC	8 845.85–8 934.94 (100%)	5 019.30–5 033.83 (56–57%)	3 812.06–3 882.07 (43%)	2.23 (>0%)	12.25–16.81 (>0%)
NDC	5 817.48–5 888.56 (100%)	2 156.05–2 156.13 (37%)	764.24–835.24 (13–14%)	2 893.39 (49–50%)	3.81 (>0%)
TAP	40.74 (100%)	21.97 (54%)	18.76 (46%)	–	0.01 (>0%)
TNA	88.24–92.33 (100%)	30.33–34.33 (34–37%)	57.9–57.98 (63–68%)	0.01 (>0%)	–

Notes: (1) Ranges of costs included where available. (2) The percentages given are the percentages of the type of costed need for each report type.

18. Although developing country Parties identified more adaptation than mitigation needs, more costs were identified for the latter. This may not imply that mitigation needs are

greater, but rather be due to lack of available data, tools and capacity for assessing adaptation needs (see the information on challenges and gaps in paras. 61–66 below).

19. Available information related to costed needs varies across regions (see table 2). African countries included 1,529 needs in their NDCs, of which 874 were costed, amounting to USD 2.5 trillion. NDCs of countries in the Asia-Pacific region included 1,677 needs, of which 630 needs were costed, cumulatively amounting to USD 3.2–3.3 trillion. Of the 771 needs expressed in the NDCs of countries in the Latin America and Caribbean region, 166 NDCs included costed needs, cumulatively amounting to USD 168.2–168.3 billion, of which almost 60 per cent was in one NDC. NDCs of developing countries from the Eastern European region included 282 needs, of which 112 were costed, cumulatively amounting to USD 9.36 billion.

(ii) *Regional distribution of costed needs*

Table 2

**Number and cost of needs expressed in nationally determined contributions by region**

<i>Region</i>	<i>Number of expressed needs</i>	<i>Number of expressed needs with financial information (i.e. costed needs)</i>	<i>Costed needs based on available financial information (USD billion)</i>
African States	1 529	874	2 459.56–2 460.56
Asia-Pacific States	1 677	630	3 180.39–3 250.39
Eastern European States	282	112	9.36
Latin American and Caribbean States	771	166	168.18–168.26
Western European and other States	15	–	–

*Note:* Ranges of costs included where available.

20. Some Parties reported information on potential needs related to averting, minimizing and addressing loss and damage, either through specific adaptation activities that include objectives related to averting, minimizing and addressing loss and damage; referenced damage incurred owing to recent climate-related events such as droughts and severe weather; or modelled potential future impacts of climate on GDP or economic losses in a given year (e.g. 2030 or 2050). The information was also reported in the context of national circumstances, climate impacts and/or needs depending on the reporting Party.

21. As noted in paragraph 5 above, needs expressed in national reports are dynamically changing and, therefore, data and information thereon may not be exhaustive. While the number of needs and costed needs communicated in national reports is lower for some regions than others, this does not mean that those regions have no or fewer needs. Rather, this may be due to lack of available data, tools and capacity for determining and costing needs. Therefore, the number of needs and costed needs compiled from national reports available at the time of preparation of the first NDR should not be used to draw comparisons of the actual needs across regions.

## (b) Insights from qualitative data on needs

Figure 2

Needs expressed by developing countries in national reports by theme, region and means of implementation

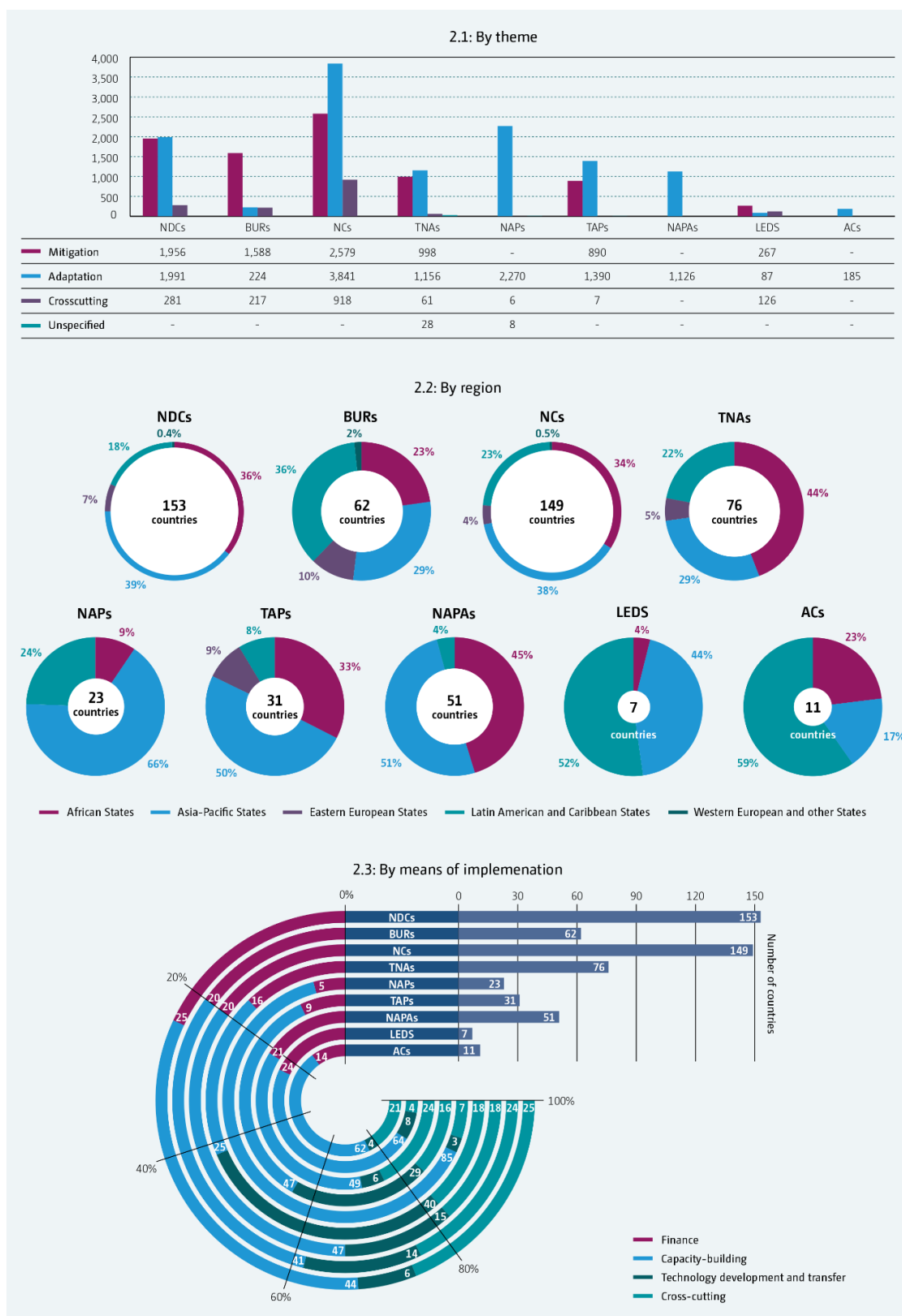
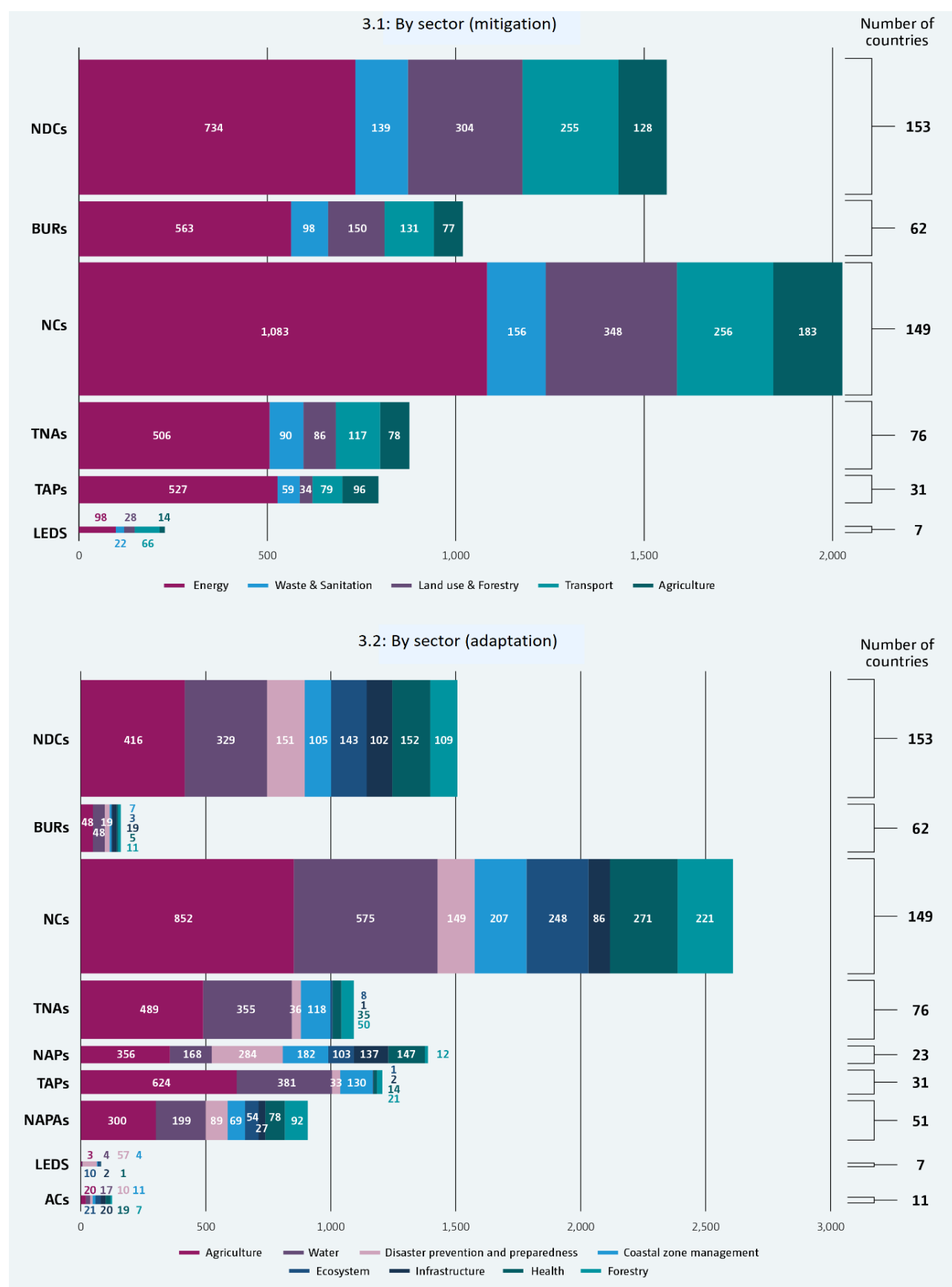




Figure 3  
Needs expressed by developing countries in national reports by sector



*(i) Thematic distribution*

22. Overall, needs related to adaptation are mentioned more often than those related to mitigation in all report types except BURs and LEDS, indicating greater attention to supporting developing countries' expressed adaptation needs. For example, as shown in figure 2, NDCs included 1,991 needs for adaptation and 1,956 for mitigation.

*(ii) Regional distribution*

23. When the number of expressed needs across the nine national report types is considered, developing country Parties in the Africa and Asia-Pacific regions identified comparable numbers of needs across the national reports with broad thematic and sectoral coverage such as BURs, NCs and NDCs, comparable with the Latin America and Caribbean region only in the case of BURs (see figure 2, section 2.2). Developing country Parties in the Asia-Pacific region used NAPs and TAPs to further specify adaptation needs, as more than half of the needs identified in NAPs and TAPs were from this region. Developing country Parties in the Latin America and Caribbean, and Eastern European regions expressed more needs in their NCs than in other national reports. Latin American and Caribbean Parties expressed a considerable number of adaptation needs in adaptation-specific national reports (e.g. ACs and NAPs) when compared with the overall number of needs expressed in their BURs and NDCs. Developing country Parties in the African region expressed more needs through TNAs compared with other regions, reporting 993 needs compared with the 642 needs identified by Parties in the Asia-Pacific region.

*(iii) Distribution by means of implementation*

24. Qualitative data show a significant prevalence of capacity-building and technology development and transfer needs, which may in part be due to the resources developing countries can access to support the identification of these needs. The number of capacity-building needs is higher than finance needs and technology development and transfer needs identified in the nine national report types except for TNAs (see figure 2, section 2.3). Capacity-building needs expressed across the national reports typically cover areas such as research, training and education, awareness-raising, institutional strengthening and coordination, and policy development.

*(iv) Sectoral and subsectoral distribution*

25. On the basis of the number of mitigation needs expressed across the nine national report types, energy is the lead sector for climate change mitigation actions, followed by land use and forestry, transport, agriculture, and waste and sanitation (see figure 3, section 3.1).

26. When considering mitigation needs by sector and subsector, the nine types of national report show that most needs in the **energy sector** relate to requests for support for the energy efficiency and renewable energy subsectors, albeit with some variation between them. In NDCs, needs for renewable energy development were identified almost twice as frequently as those for energy efficiency (399 and 261, respectively) but the total nominal value of energy efficiency projects was 1.5 times larger than that of renewable energy projects (USD 377.22 billion and USD 198.08 billion, respectively). In BURs and NCs, more needs related to renewable energy than to energy efficiency were identified. TNAs included a larger variation among energy subsectors, including the development of natural gas, the phasing-out of inefficient subsidies, the exploration of carbon capture and storage, and the development of the efficient use of coal.

27. The majority of expressed mitigation needs in the **land-use and forestry sector** represented a few densely forested countries, such as Bhutan, Brazil, the Congo, Costa Rica, Ghana, Guyana, the Lao People's Democratic Republic, Malaysia, Papua New Guinea, Suriname, the United Republic of Tanzania and Viet Nam. This sector covers key activities such as reforestation, forest fire prevention, social forestry development, sustainable forest management, development of sustainable supply chains for forest commodities, spatial planning forestry research and some land-use activities, such as management of livestock. Data in NCs and NDCs showed that, within this sector, needs related to reforestation are the largest needs expressed in financial terms.

28. On the basis of the number of adaptation-related needs expressed across the nine national report types, agriculture and water are the two lead sectors for climate change

adaptation actions, followed by disaster prevention and preparedness, coastal zone management and health (see figure 3, section 3.2).

29. Adaptation needs in the **agriculture sector** cover a wide variety of land uses that overlap with other key sectors. Needs related to agroforestry and irrigation, for example, also touch on areas or land managed under the forestry and water sectors. Needs related to the agriculture sector relate to crop diversification, development of resistant crops, land and soil management, livestock management, and fisheries and aquaculture.

30. Adaptation needs in the **water sector** are dominated by the need for water distribution infrastructure, water harvesting and irrigation. Other types of need in this sector vary widely and cover water resource management, water storage and water sanitation. In NDCs, about 38 per cent of expressed needs in the water sector include financial information. Water distribution infrastructure, including wastewater treatment, was the largest need in financial terms across all types of report.

### (c) Other areas of needs

31. Developing country Parties also communicate other areas of needs that involve issues such as gender, indigenous peoples and vulnerable groups. However, across the nine national report types, less than 10 per cent of needed activities referred to gender or specific communities. Where these topics are included in national reports, information tends to relate to commitments, policies and/or strategies.

32. Some reports that expressed needs for policy development were linked to the SDGs and the Addis Ababa Action Agenda. In general, the implementation of climate actions is mainstreamed in SDG-related actions. However, a few reports expressed needs focusing on institution-building and policy development, aiming to link climate commitments with the SDGs; for example, Jordan's need to align its intended nationally determined contribution with the SDGs, and Morocco's needs (expressed in its NCs) to strengthen the National Institutional Framework of Climate Change through a regulatory system based on the Framework Law on the National Charter for Environment and Sustainable Development.

## 2. Information and data from reports by regional and global actors

33. Information and data on the needs of developing countries are also available from regional and global reports. For the mitigation needs of developing countries, these reports use a mix of climate economic modelling for scenarios of below 2 °C, ranging from USD 2.4 trillion to USD 4.7 trillion in annual energy-related investment needs globally;<sup>8</sup> investment opportunities based on stated national plans and targets including and beyond NDCs, ranging from USD 23.8–29.4 trillion for emerging markets from 2016 to 2030;<sup>9</sup> and investment estimates for achieving conditional NDC targets using carbon prices, for example USD 715 billion in Africa<sup>10</sup> (see figure 4 for an example of energy investment needs identified by the International Renewable Energy Agency<sup>11</sup>).

<sup>8</sup> See Collum DL, Zhou W, Bertram C, et al. 2018. Energy investment needs for fulfilling the Paris Agreement and achieving the Sustainable Development Goals. *Nature Energy*. 3(7): pp.589–599. International Energy Agency. 2020. World Energy Model Documentation. Paris: IEA. Available at [https://iea.blob.core.windows.net/assets/bc4936dc-73f1-47c3-8064-0784ae6f85a3/WEM\\_Documentation\\_WEO2020.pdf](https://iea.blob.core.windows.net/assets/bc4936dc-73f1-47c3-8064-0784ae6f85a3/WEM_Documentation_WEO2020.pdf); and International Renewable Energy Agency. 2020. Global Renewables Outlook. Energy transformation 2050. Abu Dhabi: International Renewable Energy Agency. Available at <https://www.irena.org/publications/2020/Apr/Global-Renewables-Outlook-2020>.

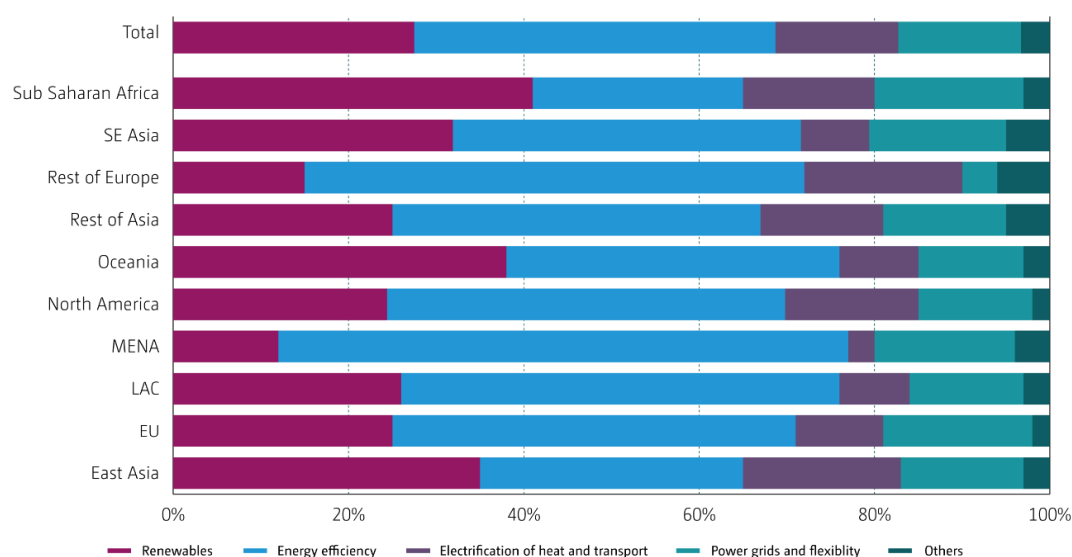
<sup>9</sup> International Finance Corporation. 2017. Climate Investment Opportunities in South Asia. An IFC Analysis. Washington, D.C.: International Finance Corporation. Available at [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics\\_ext\\_content/ifc\\_external\\_corporate\\_site/climate+business/resources/final+climate+investment+opportunities+in+south+asia+-+an+ifc+analysis](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/climate+business/resources/final+climate+investment+opportunities+in+south+asia+-+an+ifc+analysis).

<sup>10</sup> African Development Bank. 2021. Needs of African Countries Related to Implementing the UN Framework Convention on Climate Change and the Paris Agreement. Available at [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Needs%20Report\\_African%20countries\\_AfDB\\_FINAL.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Needs%20Report_African%20countries_AfDB_FINAL.pdf).

<sup>11</sup> For the purpose of the first NDR, various data sources were used to illustrate needs of developing country Parties, without prejudice to the meaning of this term in the context of the Convention and the Paris Agreement, including but not limited to Parties not included in Annex I to the Convention and other classifications used in regional and global reports.

Figure 4

**Shares of annual average clean energy investments in the International Renewable Energy Agency transforming energy scenario, by region, 2016–2050**



Source: International Renewable Energy Agency. 2019. *Transforming the energy system – and holding the line on rising global temperatures*. Abu Dhabi: International Renewable Energy Agency. Available at [www.irena.org/publications/2019/Sep/Transforming-the-energy-system](http://www.irena.org/publications/2019/Sep/Transforming-the-energy-system).

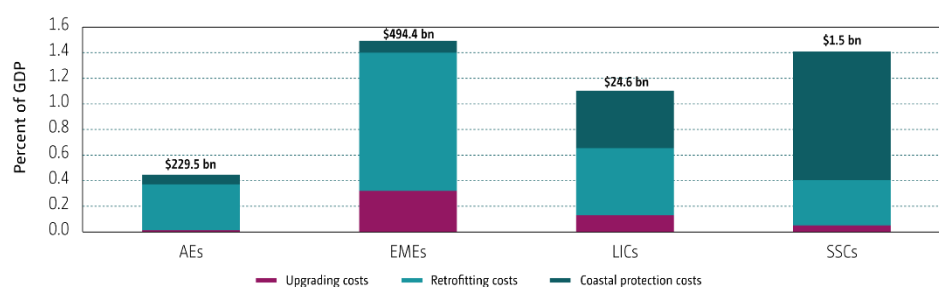
34. Reports based on energy–economy models note that developing country regions have the largest investment gaps compared with historical trends to achieving climate scenarios in line with the Paris Agreement. Three to fourfold increases of investment are necessary in both renewable energy and energy efficiency across many regions that include developing countries.

35. Regional and global reports also provide estimates related to adaptation and resilience. Costs based on bottom-up national and sector-based studies (ranging from USD 140 billion to USD 300 billion annually by 2030) measuring impacts to GDP (for example, ranging from USD 289.2 billion to USD 440.5 billion up to 2030 in Africa) and the incremental investment needed to upgrade or retrofit infrastructure stock (ranging from USD 11 billion to USD 670 billion in annual incremental costs) are most prevalent.

36. To make current and future infrastructure climate-resilient, annual costs as a percentage of GDP are at least double in countries with emerging market economies, low-income countries and small States compared with the costs in high-income countries, that is 1.1–1.49 per cent compared with 0.45 per cent. Investment needs expressed as a percentage of GDP for upgrading new infrastructure and coastal protection are proportionally greater in lower-income countries and small States, while retrofitting existing infrastructure is the major cost component in countries with emerging market economies. However, the reports also noted that specific knowledge on the degree of exposure of infrastructure to natural hazards, related to their location, intensity and level of risk, could affect the incremental cost of making infrastructure climate-resilient (e.g. 3 per cent of total investment as opposed to 8–45 per cent) (see figure 5).<sup>12</sup>

<sup>12</sup> As footnote 11 above.

Figure 5  
**Public investment needs for resilience of physical infrastructure, by country grouping**  
**(gross domestic product weighted average)**



Source: International Monetary Fund. 2020. *Fiscal Monitor. Policies for the Recovery*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.

37. The information and data generated from the national, regional and global reports cannot be compared with each other as the reports have different time frames, objectives and scopes. However, all of the reports may be viewed as complementary in offering different insights, granularity and processes and approaches for identifying needs.

## B. Processes and approaches for determination of needs of developing country Parties

### 1. National institutional arrangements

38. Developing country Parties have varied institutional arrangements for identifying climate change needs, which are described in most of their national reports submitted to the UNFCCC. Most countries have established specialized institutions within their ministries and departments whose mandate is to spearhead climate change actions. These institutions have various names such as climate change directorate, climate change unit, interministerial climate change coordination committee, climate change technical working group and climate research centre.

39. Good practice in ensuring buy-in and effective coordination of the needs identification process is the engagement of high-level decision-making government offices at the initial stage of the climate change needs identification process. In addition, the engagement of other stakeholders and the assignment of specific roles and responsibilities to participants representing various sectors and interest groups at both the national and subnational level was noted in the reports of the majority of developing countries.

40. Institutional arrangements for needs determination vary widely across countries. However, in most countries the ministry responsible for environmental affairs coordinates the process through a focal point or a committee.

41. The focal point leads the needs identification process and can adopt varying arrangements for stakeholder consultation. The stakeholder consultation process leads to determining the institutional arrangements for the needs identification process. Some of the most common institutional arrangements include focal point only, focal point with other ministries and an interministerial committee. Among these, the interministerial committee is the most inclusive and likely to provide more detailed information on needs across sectors.

### 2. Needs identification process

42. The needs identification process of most countries starts with consultations between the lead ministry and the country's leadership. This ensures country ownership and top-level support in the needs identification process (see figure 6).

Figure 6

**Common steps adopted by countries' committees or units for identifying climate change needs**

43. Stakeholder consultations are an integral part of the needs identification process. During the initial phase, background information is collected and assessments are carried out to help scope the needs. The stakeholders consulted are mainly from government line ministries, though in some instances they include non-governmental organizations and the private sector. Local communities are the least consulted stakeholders during the process.

44. In most of the national reports, the description of the needs identification process does not explicitly mention inclusivity aspects. Needs related to gender and local communities are captured in some reports emanating from those processes. However, where the needs identification process has projects and programmes as part of its output, gender and other inclusivity aspects of various stakeholders were mostly elaborated in the project or programme documents.

### **3. Processes and approaches used by other actors, namely multilateral climate funds, multilateral development banks and United Nations agencies**

45. MDBs and United Nations agencies play a critical role in supporting developing countries in their needs identification process. In most cases, these agencies use experts during country-driven needs identification consultation forums to provide insights and share data that may help developing countries better identify and report their needs.

46. In other instances, MDBs and United Nations agencies provide financial and technical support for developing countries in the needs identification process. This support is used to carry out in-depth sectoral analysis to identify pathways within these sectors where considerable effort is needed and where greater impacts can be achieved. For countries that have benefited from this support for their second NDCs, their reports provide more granular information on needs, including by sector, compared with their first NDCs.

47. The multilateral climate funds established under the Convention, namely the GEF, including the special climate funds managed by the GEF (the Special Climate Change Fund and the Least Developed Countries Fund), the Green Climate Fund and the Adaptation Fund, also play a critical role in providing financial support for countries in facilitating their climate change needs identification process. This is particularly evident in the case of the Green Climate Fund and Adaptation Fund readiness support and the GEF Capacity-building Initiative for Transparency Trust Fund, which enable countries to identify and prioritize their climate change needs.

## **C. Methodologies and underlying assumptions used in determining the needs of developing country Parties**

### **1. Methodologies used at the national level by developing countries in national reports**

48. Developing country Parties identify adaptation and mitigation needs in preparing their national reports, following UNFCCC reporting guidelines and guidance and, in some cases, other methodologies adapted to their national context. The approaches taken vary depending on institutional and human capacities, cost, geography, time frame and data availability.

49. Although recent national reports include more information about methodologies used to determine adaptation needs, overall, there is still more information about the methodologies used to determine mitigation needs than for adaptation needs. The types of methodology applied vary. Most methodologies used to identify mitigation needs are quantitative, while a lower number of qualitative methodologies are used to identify adaptation needs. However, in recent reports, some countries have used methodologies to identify both mitigation and adaptation needs.

50. Countries in the Africa, Asia-Pacific, and Latin America and Caribbean regions present region-level information about methodologies applied to determine mitigation needs. Countries in the Africa and Asia-Pacific regions also present information about methodologies used to determine adaptation needs.

51. UNFCCC reporting guidelines and guidance, such as those provided for TNA preparation, have facilitated identification of needs for technology transfer and capacity-building related to mitigation and adaptation actions through methodologies such as the TNA methodology and the guidance for preparing a TAP.<sup>13</sup> However, the existing reporting guidelines and guidance do not include specific provisions on how to assess these needs at the local level. As such, countries assess their needs on the basis of methodologies developed for application at the national or international level.

52. Methodologies used by developing countries to determine mitigation needs include both top-down and bottom-up models for the energy and non-energy sectors. Bottom-up models are suited for studying options that have specific sectoral and technological implications. Top-down models are useful for studying broad macroeconomic and fiscal policies for mitigation, such as carbon or other environmental taxes. Methodologies applied to identify mitigation needs mainly focus on the cross-cutting, energy, greenhouse gas inventory preparation, waste, transport, agriculture, forestry, building and industry sectors.

53. Methodologies used by developing countries to determine adaptation needs mostly include vulnerability assessments that determine the levels of risk and vulnerability for each sector. These methodologies mainly focus on the agriculture, ecosystem and biodiversity, water and cross-cutting sectors.

## **2. Methodologies used at the regional and global level**

54. For international and regional reports, top-down methodologies have been developed and applied to identify finance, technology development and transfer, and capacity-building needs. Such reports have provided alternative methodologies to developing countries that have been adapted to national circumstances and contexts and used to determine national needs.

## **D. Challenges, opportunities and gaps in determining the needs of developing country Parties**

### **1. Opportunities**

55. There are several regional and global specialized institutions that can support countries in their needs identification process by providing expertise and data. Some of these institutions are United Nations agencies, to which countries have quick and easy access and which can be engaged with during the needs identification process to provide the required support.

56. A number of platforms have been established by various institutions, including United Nations agencies and MDBs. These platforms offer a good opportunity for developing countries to share their experience and good practices in the needs identification process. Most developing countries are already using these platforms to share their experience.

57. Several initiatives have been established that can help in the needs identification process. These initiatives include the establishment of emissions inventories, which provide

<sup>13</sup> Technology Executive Committee. 2020. Enhancing implementation of the results of technology needs assessments. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/ttclear/tcc/brief13.html>.



some of the data and information that can facilitate the prioritization of sectors and activities as part of the country's climate change needs identification process.

## 2. Challenges

### (a) Challenges experienced in the preparation of the report

58. In compiling the needs of developing country Parties from the various sources, efforts were made by the technical team to overcome challenges such as identifying reporting overlaps so as to avoid double counting in aggregating and presenting the data.

59. Nevertheless, the following challenges were encountered in collecting, categorizing, aggregating and presenting the data on needs:

(a) **Data inconsistencies:** the classification of sectors and subsectors is not uniform across data sources, including in different sources of information and reports submitted by the same Party. This increases the risk of double counting, as cost estimates may be given in one report by sector and in another report by activity, so the same activity may be captured and hence accounted for under the costs by sector. Issues related to the definitions of needs also introduce inconsistencies because needs are referred to as qualitative needs, investment needs or costs;

(b) **Data gaps:** gaps in the coverage of information on costed needs by sector or subsector pose a significant challenge. These gaps are particularly evident for adaptation needs, which, compared with cost estimates for mitigation, remain limited. Significant data gaps related to capacity-building needs remain; these are predominantly characterized in qualitative terms. Further, information on methodologies used in producing and communicating information on needs in national reports is, in many cases, not included in the reports. In addition, methodological assumptions, which in most cases are not stated, may impact the interpretation of the data. The needs are dynamically changing and may depend on different factors such as temperature scenarios, mitigation pathways and adaptive capacity, extreme weather events, adverse effects of trade and economic barriers, and social factors such as poverty. Most reports, however, provide a snapshot of a Party's needs. It should also be noted that not all Parties have submitted reports;

(c) **Data interpretation:** when collecting, analysing and aggregating data and information on the needs of developing country Parties, best efforts have been made to ensure accuracy. When collecting and analysing the amounts of needs reported by developing country Parties in their national reports, different Parties apply their respective definitions and interpretations of needs. Needs may be reported as needs or activities needed to take climate action. Furthermore, costed needs may be determined in one national report but not in the subsequent report, without stating whether the same amounts of costed needs apply.

60. The following steps were undertaken to analyse, aggregate and present the data:

- (a) Analysis of data gaps and identification of areas for improvement;
- (b) Harmonization of data sets used for estimating the global total needs in order to minimize misalignment between information and data according to thematic areas, regions, sectors and time frames;
- (c) Presentation of quantified data in ranges of estimates where possible, instead of aggregating the amounts, to avoid possible data overlaps;
- (d) Use of case studies to highlight good practices and lessons learned in determining needs.

### (b) Challenges experienced by developing countries

61. Institutional coordination was highlighted as a major challenge in the needs determination process. The coordination challenge affected needs identification between sectors and between levels of governance, namely the local and national level. Two of the identified drivers of limited coordination were the lack of specialized institutions within ministries with the mandate to spearhead climate change actions, and the involvement of ministries other than the environment ministry in climate change planning in the needs identification process.



62. While most countries have used methodologies to identify and report their needs both qualitatively and quantitatively, costing these needs has been a major challenge and therefore most of these needs do not have accompanying cost estimates. This challenge is particularly evident in deriving cost estimates for climate adaptation and enhancing resilience needs, and, in this context, deriving cost estimates for averting, minimizing and addressing loss and damage needs, since developing countries' adaptation actions cannot always be included in short-term projects, but rather require long-term interventions that are difficult to estimate in monetary terms.

### **3. Gaps**

63. Developing countries have taken significant steps to improve their needs determination process but capacity gaps within lead institutions continue to hinder progress. These capacity gaps vary widely across countries and include the lack of qualified personnel to spearhead the needs identification process and the lack of institutional-level capacity.

64. Limited availability of granular data at the sector and subsector level constitutes one of the major gaps identified by developing countries. As a result, many developing countries provide cost estimates for overall needs rather than disaggregated by theme or sector.

65. The lack of specialized national institutions to spearhead the means of implementation under the Convention, such as technology development and transfer, and capacity-building, limits the ability of some developing countries to track needs continuously and identify additional and emerging needs.

66. Limited detailed guidance on the structure and content of reports submitted to the UNFCCC resulted in needs with varying levels of detail across countries. Where such guidance was available, for instance for TNAs, the needs were identified at a higher level of detail compared with needs communicated in other national reports.

### **4. Insights into determining needs using available resources: country case studies and experience**

67. Country case studies have shown that the needs identification process provides an opportunity for countries to translate their needs into investment opportunities and climate actions, including by using existing support mechanisms to prioritize and cost identified needs and turn needs into project ideas for support. For example, through the TNA process, some countries identified technology support needs and submitted a request for technology assistance to formulate project ideas related to technology development and transfer.

68. Costing adaptation and mitigation needs for action is becoming a crucial area of work at the national level in order to better identify gaps where financial support is needed and ways to leverage public and private resources.

### **5. Co-benefits related to addressing the needs of developing country Parties, such as in relation to the Sustainable Development Goals, disaster risk reduction and the Addis Ababa Action Agenda**

69. For most countries, climate change needs are aligned with the targets set out in the 2030 Agenda for Sustainable Development. As the SDGs are ideally indivisible, all developing country Parties covered in this report are taking action to address SDG 13 that relates to taking action to address climate change, and SDG 13 affects all the other SDGs. Overall, the needs identified by developing countries touch on all SDGs, with 75 per cent of NDCs having linkages to SDGs 2, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15 and 17.

70. In their national reports, some developing country Parties refer to the Addis Ababa Action Agenda provision for mobilizing and aligning local resources for climate action. This is particularly evident in countries that capture their climate action budgets under the national budgeting process.

## V. Recommendations

71. The SCF invites the COP and the CMA to consider the following recommendations:

(a) *Encourage* developing country Parties and climate finance providers, as well as multilateral and financial institutions, private finance data providers and other relevant institutions, to enhance the availability of granular, country-level data on needs related to the implementation of the Convention and the Paris Agreement with a view to addressing existing data gaps;

(b) *Encourage* developing country Parties to share best practices on determining needs, including regarding the institutional capacity conducive to determining needs;

(c) *Encourage* developing country Parties to provide, where possible, information on needs related to:

(i) Gender-responsive climate action and the needs of indigenous peoples and vulnerable groups;

(ii) Preparation of national reports to the UNFCCC, including reporting on the activities contained therein;

(iii) Addressing and mitigating risks, including physical and transitional risks;

(iv) Energy poverty as it relates to sustainable development;

(v) Methodologies employed in the determination of the needs in their national reports to the UNFCCC, including, in accordance with reporting guidelines and where available, quantified data on needs;

(d) *Request* the SCF, in preparing future NDRs, to present available data and information on needs related to the recommendations referred to in paragraph 71(c) above;

(e) *Invite* the operating entities of the Financial Mechanism, United Nations agencies, multilateral and bilateral financial institutions and other relevant institutions to make use of the information contained in the first NDR when supporting developing country Parties in identifying and costing needs;

(f) *Invite* the operating entities of the Financial Mechanism to revise templates and guidance for developing countries when supporting their processes in identifying their needs with a view to enhancing availability of granular information on qualitative and quantitative needs;

(g) *Encourage* the operating entities of the Financial Mechanism, United Nations agencies, multilateral and bilateral financial institutions and other relevant institutions to make available further information on methodologies related to determining and costing needs, especially for adaptation needs and incremental costs;

(h) *Encourage* developing country Parties to consider the insights on methodologies identified in the first NDR when costing and determining needs;

(i) *Encourage* developing country Parties to take advantage of available resources through the operating entities of the Financial Mechanism, as well as other multilateral and bilateral actors, to strengthen institutional capacity for identifying and costing their needs in relation to implementing the Convention and the Paris Agreement;

(j) *Request* the SCF to engage with public and private financial institutions and to disseminate the findings of the first NDR;

(k) *Invite* UNFCCC constituted bodies, in particular the Paris Committee on Capacity-building and the Adaptation Committee, to consider the insights identified in the first NDR when implementing their respective workplans;

(l) *Encourage* Parties, multilateral and financial institutions, academia, methodology developers, research institutions and other relevant actors to continue to develop methodologies for the determination of adaptation and resilience enhancement needs and, in this context, needs related to averting, minimizing and addressing loss and damage;

(m) *Encourage* the operating entities of the Financial Mechanism, United Nations agencies, multilateral and bilateral financial institutions and other relevant institutions to

provide financial and technical support to developing countries for updating the reporting of their qualitative and quantitative information and data on needs to be considered in subsequent NDRs, as appropriate;

(n) *Encourage* all actors, when determining needs for implementing the Convention and the Paris Agreement, to highlight linkages to the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and application of the Addis Ababa Action Agenda.

*12<sup>th</sup> plenary meeting  
13 November 2021*

## Décision 6/CP.26

### Rapports du Fonds vert pour le climat à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* l'annexe à la décision 3/CP.17,

1. *Se félicite* des rapports que le Fonds vert pour le climat lui a soumis à sa vingt-sixième session<sup>1</sup>, y compris la liste de mesures prises par le Conseil du Fonds (ci-après, le Conseil) pour donner suite aux directives qu'elle lui a données ;
2. *Se félicite également* de l'action que le Fonds vert pour le climat ne cesse de mener afin d'apporter une contribution appréciable et ambitieuse aux efforts déployés à l'échelle de la planète en vue d'atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale pour lutter contre les changements climatiques ;
3. *Se félicite en outre* des progrès réalisés par le Fonds vert pour le climat en 2020 et 2021, notamment pour ce qui a trait aux directives qu'elle lui a données :
  - a) L'augmentation du nombre de propositions de financement approuvées, qui porte le montant total approuvé par le Conseil à 10 milliards de dollars des États-Unis ; un montant qui appuie l'exécution de 190 projets et programmes d'adaptation et d'atténuation dans 127 pays en développement ;
  - b) L'augmentation du nombre d'entités accréditées par le Conseil, leur nombre total s'élevant désormais à 112, dont 72 entités à accès direct ;
  - c) L'approbation de son plan stratégique actualisé pour 2020-2023<sup>2</sup>, de son cadre intégré de gestion des résultats et d'un outil de suivi des résultats ;
  - d) La révision de sa politique environnementale et sociale de manière à réaffirmer son engagement à prévenir l'exploitation sexuelle, les abus sexuels et le harcèlement sexuel, de sa politique en matière de recours administratifs et d'exclusions, des lignes directrices pour faciliter l'examen, par le Conseil, des rapports du Mécanisme de recours indépendant au sujet des demandes de réexamen, des griefs et des plaintes ;
  - e) L'approbation de sa politique d'évaluation ;
  - f) La collaboration constante entre le Fonds vert pour le climat, le Centre-Réseau des technologies climatiques et le Comité exécutif de la technologie ;
  - g) La collaboration entre le Fonds vert pour le climat, le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des pays les moins avancés ;
4. *Salue* la vision à long terme sur la complémentarité, la cohérence et la collaboration entre le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial<sup>3</sup> et *demande* au Conseil de renforcer la cohérence et la complémentarité avec d'autres mécanismes de financement de l'action climatique en vue d'accroître les retombées et l'efficacité de ses travaux ;
5. *Recommande* la poursuite de la collaboration et de la concertation entre le Fonds vert pour le climat, le Centre-Réseau des technologies climatiques et le Comité exécutif de la technologie, moyennant des activités conjointes et des collaborations dans le cadre de

<sup>1</sup> FCCC/CP/2020/5 et FCCC/CP/2021/8.

<sup>2</sup> Figurant dans le document du Fonds vert pour le climat GCF/B.27/21, annexe II. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.greenclimate.fund/document/gcf-b27-21>.

<sup>3</sup> Figurant dans le document du Fonds pour l'environnement mondial GEF/C.60/08, annexe I. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.thegef.org/council-meeting-documents/long-term-vision-complementarity-coherence-and-collaboration-between-green>.

manifestations, et compte tenu des éléments liés à l'intégration des questions de genre et à la participation des observateurs ;

6. *Demande* une nouvelle fois au Conseil de continuer à répartir les ressources de façon équilibrée entre les activités d'adaptation et les activités d'atténuation ;

7. *Engage* le Conseil à préciser davantage le rôle que jouent les données et informations provenant, par exemple, du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et les savoirs et pratiques traditionnels, locaux et autochtones, dans l'évaluation des notes de cadrage, des demandes de financement pour la préparation de projets et des propositions de financement ;

8. *Engage également* le Conseil à renforcer l'appropriation par les pays et la gestion régionale des projets et programmes, en faisant participer activement les autorités nationales désignées à tous les aspects du cycle de ceux-ci ;

9. *Prend note* des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et des répercussions importantes qu'elle a eues sur l'exécution du plan de travail quadriennal actualisé du Conseil, *est conscient* des efforts déployés par celui-ci au cours de cette période et *l'engage* à continuer d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses travaux ;

10. *Prend note* de l'action constante du Conseil pour allouer des ressources financières à des activités visant à prévenir les pertes et les préjudices, à les réduire au minimum et à y remédier dans les pays en développement parties, dans une mesure compatible avec les investissements existants, le cadre de résultats et les guichets et structures de financement du Fonds, notamment dans le cadre du mécanisme de financement de la préparation des projets et du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires ;

11. *Constate* qu'un nombre important de questions de fond restent à régler, notamment la mise à jour du cadre d'accréditation, l'approbation de l'évaluation des projets au cas par cas, la mise à jour de la procédure d'approbation simplifiée, l'approbation de la politique relative aux approches programmatiques, l'achèvement des politiques liées au cadre d'investissement et les questions relatives au dispositif destiné au secteur privé et à la stratégie concernant ce secteur, ainsi que certains points en suspens du règlement intérieur du Conseil<sup>4</sup>, et *demande instamment* au Conseil de considérer comme prioritaire le règlement urgent de ces points et de chercher à diversifier les instruments financiers qu'il emploie pour faire face aux risques climatiques, y compris les assurances paramétriques pour les phénomènes climatiques ;

12. *Prend note* de l'engagement pris par le Président sur la question de l'octroi de privilèges et d'immunités au Fonds vert pour le climat et à ses fonctionnaires et *invite* le Conseil à poursuivre ses travaux pour que le Fonds bénéficie des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires ;

13. *Prie instamment* le Conseil d'achever dans les meilleurs délais ses travaux liés aux directives et arrangements qu'elle lui a donnés au sujet du financement à prévoir pour les forêts et d'autres modes d'action, comme il le lui a été demandé aux paragraphes 23 à 25 de la décision 7/CP.21 ;

14. *Engage* le Conseil à continuer de veiller à l'intégration des considérations de genre dans ses travaux, notamment dans le cadre de sa politique de genre et en promouvant l'équilibre entre les sexes dans l'ensemble des structures du Fonds ;

15. *Invite* le Conseil à réfléchir aux moyens d'améliorer l'accès des organisations non gouvernementales et du secteur privé locales au Fonds ;

16. *Invite* les Parties à communiquer au secrétariat, au moyen du portail prévu à cet effet<sup>5</sup>, leurs observations et recommandations sur les éléments à prendre en compte dans l'élaboration de directives à l'intention du Fonds vert pour le climat, au plus tard dix semaines avant sa vingt-septième session (novembre 2022) ;

<sup>4</sup> Consultable à l'adresse suivante : <https://www.greenclimate.fund/document/rules-procedure>.

<sup>5</sup> <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

17. *Demande* au Comité permanent du financement de prendre en considération les communications dont il est question au paragraphe 16 ci-dessus lorsqu'il élaborera le projet de directives à l'intention du Fonds vert pour le climat, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa vingt-septième session et par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa quatrième session (novembre 2022) ;

18. *Demande* au Conseil du Fonds vert pour le climat d'inclure dans le rapport annuel qu'il lui destine, des informations sur les mesures qu'il aura prises pour appliquer les directives formulées dans la présente décision ;

19. *Prend note* de la décision 11/CMA.3 et *décide* de transmettre au Fonds vert pour le climat les directives de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris figurant aux paragraphes 2 à 8 de ladite décision<sup>6</sup>.

*12<sup>e</sup> séance plénière*

*13 novembre 2021*

---

<sup>6</sup> Conformément à la décision 1/CP.21, par. 61.

## Décision 7/CP.26

### Rapports du Fonds pour l'environnement mondial à la Conférence des Parties et directives à l'intention du Fonds

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* la décision 11/CP.1, paragraphe 1 c), et la décision 13/CP.25,

*Prenant note* du paragraphe 9 b) de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial<sup>1</sup>,

1. *Remercie* le Fonds pour l'environnement mondial pour les rapports et les additifs<sup>2</sup> qu'il lui a présentés à sa vingt-sixième session, y compris quant à la suite donnée par le Fonds aux orientations qu'elle lui avait données précédemment ;

2. *Se félicite* des activités menées par le Fonds pour l'environnement mondial au cours de la période considérée (1<sup>er</sup> juillet 2019-30 juin 2021), y compris :

a) L'approbation des projets et des programmes relatifs aux changements climatiques approuvés pendant la période considérée au titre de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques ;

b) L'intégration des priorités en matière de changements climatiques dans ses autres domaines d'intervention et la réduction des émissions de gaz à effet de serre obtenue grâce à cette intégration ;

c) L'amélioration de la coordination avec le Fonds vert pour le climat ;

d) L'adoption de sa stratégie de mobilisation du secteur privé<sup>3</sup> ;

e) L'adoption de la stratégie relative aux obligations durables pour la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial<sup>4</sup> ;

3. *Encourage* le Fonds pour l'environnement mondial à étudier comme il se doit, dans le cadre du huitième processus de reconstitution des ressources, les moyens d'augmenter les ressources financières allouées à l'action climatique, y compris le domaine d'intervention relatif aux changements climatiques et les retombées positives sur le climat, en tenant compte de l'obligation de communiquer des informations visée au paragraphe 6 de la décision 12/CMA.3, et à appliquer une approche cohérente dans tous ses domaines d'intervention afin d'accorder la priorité aux projets qui ont des retombées positives sur l'environnement ;

4. *Demande* aux pays développés parties de verser des contributions financières au Fonds pour l'environnement mondial afin que la huitième reconstitution du Fonds soit productive et d'aider ainsi les pays en développement à appliquer les dispositions de la Convention, et *encourage* le versement d'autres contributions financières volontaires à ce Fonds dans le cadre de la huitième reconstitution des ressources ;

5. *Prend acte* des discussions en cours sur la huitième reconstitution concernant les politiques d'allocation appliquées au titre du Système d'allocation transparente des ressources et *invite* le Fonds pour l'environnement mondial à tenir dûment compte des

<sup>1</sup> Fonds pour l'environnement mondial. 2019. *Instrument for the Establishment of the Restructured Global Environment Facility*. Washington : Fonds pour l'environnement mondial. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.thegef.org/documents/instrument-establishment-restructured-gef>.

<sup>2</sup> FCCC/CP/2020/1 et Add.1, et FCCC/CP/2021/9 et Add.1.

<sup>3</sup> Voir le document du Fonds pour l'environnement mondial portant la cote GEF/C.59/07/Rev.01. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.thegef.org/documents>.

<sup>4</sup> Voir le document du FEM portant la cote GEF/C.59/12.

besoins et des priorités des pays en développement parties lors de l'allocation des ressources à ces pays ;

6. *Prend note* des travaux que mène le Fonds pour l'environnement mondial en vue d'évaluer les domaines d'action prioritaires, la couverture géographique et thématique, l'efficacité et l'efficience du Partenariat du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que les entités qui y participent, et *encourage* le Fonds à étudier les moyens de renforcer la participation au Partenariat d'acteurs nationaux et régionaux supplémentaires issus des pays en développement parties, y compris en leur permettant de jouer un rôle d'agent d'exécution, selon qu'il convient ;

7. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial d'étudier les moyens de renforcer encore le rôle des institutions nationales et des organisations de la société civile en tant qu'agents d'exécution, afin d'améliorer l'appropriation par les pays des projets et programmes financés par le Fonds et d'empêcher les organismes d'exécution d'assumer également les fonctions d'agents d'exécution ;

8. *Accueille avec satisfaction* les contributions, d'un montant de 605,3 millions de dollars, versées par des pays développés parties au Fonds pour les pays les moins avancés et *encourage* le versement d'autres contributions financières volontaires à ce Fonds et au Fonds spécial pour les changements climatiques pour soutenir l'adaptation et le transfert de technologies ;

9. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial, en tant qu'entité fonctionnelle du Mécanisme financier de la Convention chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds spécial pour les changements climatiques, de continuer à aider les pays en développement parties à avoir accès aux ressources de manière efficace ;

10. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial de continuer d'améliorer le dispositif de gouvernance de ses entités et les normes auxquelles ses partenaires de réalisation doivent se conformer ;

11. *Prend acte* du fait que les ressources financières allouées à l'instrument autre que les dons avaient augmenté dans le cadre de la septième reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial, s'établissant à 136 millions de dollars des États-Unis par rapport à 110 millions de dollars É.-U. lors de la sixième reconstitution et *encourage* le Fonds pour l'environnement mondial à continuer de tenir compte, lors des discussions qu'il mènera sur cet instrument dans le cadre de la huitième reconstitution, des besoins et des priorités des pays en développement, ainsi que des situations nationales spécifiques de chacun d'entre eux ;

12. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial d'envisager de mettre à jour sa politique en matière d'égalité des sexes, afin d'y inclure la protection contre la discrimination ;

13. *Constata* que le Fonds pour l'environnement mondial n'impose ni de seuils minima ni de types ou de sources spécifiques pour le cofinancement ou les investissements mobilisés dans son examen des divers projets et programmes<sup>5</sup> ;

14. *Encourage* le Fonds pour l'environnement mondial à redoubler d'efforts en ce qui concerne la collaboration avec le secteur privé et la mobilisation de ressources auprès de celui-ci dans le cadre de sa huitième reconstitution ;

15. *Prend note* du fait que le Fonds pour l'environnement mondial procède actuellement à des discussions internes concernant son Programme de microfinancements dans le cadre de la huitième reconstitution des ressources et *invite* le Fonds à envisager de relever le plafond de financement par projet afin d'apporter un soutien financier et technique adéquat aux communautés et aux organisations de la société civile ;

16. *Demande instamment* au Fonds pour l'environnement mondial de renforcer le soutien qu'il apporte aux projets qui font appel à des parties prenantes à l'échelle locale, de continuer à financer des projets liés à la formation technologique et d'intensifier la coopération

<sup>5</sup> Voir Fonds pour l'environnement mondial, document GEF/C.54/10/Rev.01, annexe I, par. 5.



Sud-Sud et la coopération triangulaire avec le Comité exécutif de la technologie et le Centre-Réseau des technologies climatiques ;

17. *Se félicite* de la vision à long terme sur la complémentarité, la cohérence et la collaboration entre le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial<sup>6</sup> et *demande* au Conseil du Fonds pour l'environnement mondial de renforcer la cohérence et la complémentarité avec d'autres mécanismes de financement de l'action climatique en vue d'améliorer les répercussions et l'efficacité de son travail ;

18. *Demande également* au Fonds pour l'environnement mondial de tenir compte, dans le cadre du huitième processus de reconstitution des ressources, des besoins et des priorités en matière de financement de l'action climatique, y compris ceux recensés dans le premier rapport sur la détermination des besoins des pays en développement parties liées à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris<sup>7</sup>, les contributions déterminées au niveau national, les communications nationales et les plans nationaux d'adaptation, ainsi que dans d'autres sources d'informations disponibles, notamment l'évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat et d'autres rapports pertinents ;

19. *Invite* les Parties à faire part de leurs observations et recommandations sur les éléments à prendre en compte lors de l'élaboration de directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial par le biais du portail des communications<sup>8</sup> au plus tard dix semaines avant la vingt-septième session de la Conférence des Parties (novembre 2022) ;

20. *Demande* au Comité permanent du financement de prendre en considération les communications dont il est question au paragraphe 19 ci-dessus lors de l'élaboration du projet de directives à l'intention du Fonds pour l'environnement mondial, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa vingt-septième session et par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa quatrième session (novembre 2022) ;

21. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial de faire figurer dans son rapport annuel à la Conférence des Parties des informations sur les mesures qu'il aura prises pour appliquer les directives formulées dans la présente décision ;

22. *Prend note* de la décision 12/CMA.3 et *décide* de transmettre au Fonds pour l'environnement mondial les directives de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris figurant aux paragraphes 2 à 10 de ladite décision<sup>9</sup>.

12<sup>e</sup> séance plénière  
13 novembre 2021

<sup>6</sup> Voir le document GEF/C.60/08, annexe I du Fonds pour l'environnement mondial.

<sup>7</sup> Comité permanent du financement. 2021. *First report on the determination of the needs of developing country Parties related to implementing the Convention and the Paris Agreement*. Bonn : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Consultable à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/topics/climate-finance/workstreams/determination-of-the-needs-of-developing-country-parties/first-report-on-the-determination-of-the-needs-of-developing-country-parties-related-to-implementing>.

<sup>8</sup> <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

<sup>9</sup> En application de la décision 1/CP.21, par. 61.

## Décision 8/CP.26

### **Compilation-synthèse des communications biennales d'informations relatives au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris, et rapport de synthèse sur l'atelier de session consacré à ces communications**

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les articles 4 et 11 de la Convention,

*Rappelant également* la décision 12/CMA.1,

1. *Accueille favorablement* la compilation-synthèse<sup>1</sup>, établie par le secrétariat, des informations contenues dans les premières communications biennales soumises en application du paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris ;
2. *Accueille également favorablement* le rapport de synthèse<sup>2</sup> sur l'atelier de session biennal sur les informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris, qui s'est tenu le 11 juin 2021 ;
3. *Prend note* de la décision 14/CMA.3.

*12<sup>e</sup> séance plénière  
13 novembre 2021*

---

<sup>1</sup> FCCC/PA/CMA/2021/3.

<sup>2</sup> FCCC/PA/CMA/2021/5.

## Décision 9/CP.26

### Améliorer la mise au point et le transfert des technologies climatiques au moyen du Mécanisme technologique

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les décisions 2/CP.17, 1/CP.21, 15/CP.22, 21/CP.22, 13/CP.23, 15/CP.23, 12/CP.24, 13/CP.24 et 14/CP.25,

1. *Accueille avec satisfaction* les rapports annuels communs du Comité exécutif de la technologie et du Centre-Réseau des technologies climatiques pour 2020 et 2021<sup>1</sup>, et *salue* les efforts accomplis par ces organes pour poursuivre leurs travaux pendant la pandémie, qui s'inscrit dans la durée ;
2. *Se félicite* de la poursuite de la collaboration entre le Comité exécutif de la technologie et le Centre-Réseau des technologies climatiques et les *invite* à renforcer cette collaboration et l'échange d'informations entre eux en vue de garantir l'exécution efficace, la synergie et la cohérence des mandats du Mécanisme technologique, notamment en envisageant l'élaboration d'un programme conjoint ;
3. *Se félicite également* de la collaboration du Comité exécutif de la technologie et du Mécanisme financier et les encourage à poursuivre cette collaboration ;
4. *Prend note* des difficultés rencontrées par le Comité exécutif de la technologie et par le Centre-Réseau des technologies climatiques dans l'exécution de leurs mandats respectifs pendant la pandémie et *salue* les efforts qu'ils déploient pour les surmonter ;
5. *Se félicite* de la mise en application des systèmes de suivi et d'évaluation du Comité exécutif de la technologie et du Centre-Réseau des technologies climatiques et les *prie* de continuer à rendre compte des résultats et des incidences de leurs travaux ;
6. *Se félicite également* des actions menées par le Comité exécutif de la technologie et le Centre-Réseau des technologies climatiques pour mettre à profit les activités des collectifs œuvrant dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques visant à accroître les bénéfices des travaux menés dans le cadre du Mécanisme technologique ;

#### I. Activités et résultats du Comité exécutif de la technologie en 2020 et 2021

7. *Apprécie à sa juste valeur* la souplesse dont a fait preuve le Comité exécutif de la technologie pour s'adapter à de nouvelles façons de travailler, notamment en utilisant des plateformes virtuelles pour les réunions et les manifestations, et pour collaborer de manière constructive avec ses membres, ses équipes spéciales, ses observateurs et d'autres parties prenantes, favorisant ainsi la mise en œuvre fructueuse de son plan de travail glissant pour 2019-2022<sup>2</sup> ;
8. *Invite* les Parties et les parties prenantes à examiner les recommandations du Comité exécutif de la technologie sur les moyens de progresser et les mesures à prendre sur la base des résultats des réunions d'experts techniques sur l'atténuation organisées en 2020<sup>3</sup> ;
9. *Invite également* les Parties et les parties prenantes à tenir compte des messages et recommandations clefs du Comité exécutif de la technologie pour 2020 et 2021 en ce qui concerne les grandes orientations relatives aux technologies dans les domaines suivants : l'évaluation des besoins technologiques ; les technologies permettant de prévenir les pertes

<sup>1</sup> FCCC/SB/2020/4 et FCCC/SB/2021/5.

<sup>2</sup> Consultable à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/ttclear/tec>.

<sup>3</sup> Voir le document FCCC/SB/2020/4, annexe III.

et les préjudices, de les réduire au minimum et d'y remédier dans les zones côtières ; les activités internationales de recherche-développement et démonstration menées en collaboration ; les approches novatrices visant à encourager l'adoption des solutions existantes en matière de technologies propres ; les capacités et les technologies endogènes<sup>4</sup> ;

10. *Prend note avec satisfaction* de la collaboration du Comité exécutif de la technologie avec d'autres organes constitués et organisations compétentes dans le cadre de l'exécution de son plan de travail ;

11. *Note* que la participation du secteur privé est essentielle pour traduire les résultats des activités de recherche-développement et démonstration en technologies climatiques commercialisables et *se félicite* des activités menées par le Comité exécutif de la technologie à cet égard ;

12. *Se félicite également* du succès des manifestations liées à la Journée de la technologie en 2020 et 2021 visant à promouvoir des approches novatrices dans le domaine des technologies d'adaptation liées à l'agriculture intelligente face aux changements climatiques et à l'adaptation des océans et des côtes, et *encourage* le Comité exécutif de la technologie à continuer à tirer parti de ces manifestations pour accroître les bénéfices de ses travaux et atteindre les groupes cibles<sup>5</sup> ;

13. *Se félicite* des efforts déployés par le Comité exécutif de la technologie pour prendre en considération les questions de genre dans ses travaux, notamment au moyen d'une approche structurée visant à garantir que les coordonnateurs et les coordinatrices pour les questions de genre jouent un rôle actif dans ce domaine et que l'équilibre entre les sexes soit respecté en ce qui concerne la participation des orateurs à toutes les manifestations qu'il organisera en 2021, et *compte sur* la poursuite de son action en la matière ;

14. *Encourage* le Comité exécutif de la technologie à renforcer encore ses activités relatives à la sensibilisation et à la participation des parties prenantes afin de faire connaître ses grandes orientations et de diffuser ses publications, en particulier auprès des groupes cibles ;

15. *Relève avec préoccupation* qu'en raison de la composition du Comité exécutif de la technologie, certaines Parties ne peuvent participer pleinement à ses travaux ;

## II. Activités et résultats du Centre-Réseau des technologies climatiques en 2020 et 2021

16. *Accueille avec satisfaction* l'initiative du Centre-Réseau des technologies climatiques visant à s'adapter aux difficultés pratiques dues à la persistance de la pandémie en mettant l'accent sur la suite donnée aux demandes d'assistance technique et en s'appuyant sur la participation en ligne des parties prenantes et sur les activités de renforcement des capacités en mode virtuel ;

17. *Se félicite* des approches multinationales, régionales et programmatiques des services du Centre-Réseau des technologies climatiques visant à rationaliser leur fonctionnement et *compte sur* le maintien de ces approches ;

18. *Prend note* des activités, des résultats et des messages clefs du Centre-Réseau des technologies climatiques en 2020 et 2021, notamment des difficultés rencontrées et des enseignements à retenir ;

19. *Se félicite* des actions menées par le Centre-Réseau des technologies climatiques pour favoriser une approche plus inclusive en exécutant son plan d'action pour l'égalité des sexes et en renforçant sa collaboration avec les collectifs traitant des questions liées aux femmes et à l'égalité des sexes, ainsi qu'avec les jeunes et les organisations de peuples autochtones ;

20. *Note avec satisfaction* que le Centre-Réseau des technologies climatiques est désormais le principal prestataire de services d'appui aux activités préparatoires en matière

<sup>4</sup> Voir les documents FCCC/SB/2020/4 et FCCC/SB/2021/5.

<sup>5</sup> Voir [https://unfccc.int/ttclear/events/2020/2020\\_event07](https://unfccc.int/ttclear/events/2020/2020_event07).

de technologies dans le cadre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat (FVC), et l'*encourage* à poursuivre sa collaboration au titre de ce programme et à renforcer sa coopération avec le Fonds vert pour le climat dans le cadre du mécanisme de financement de la préparation des projets ;

21. *Accueille avec satisfaction* l'établissement à Songdo, en République de Corée, du bureau de partenariat et de liaison du Centre-Réseau des technologies climatiques, dont les travaux porteront notamment sur la collaboration avec le Fonds vert pour le climat et sur la recherche-développement, et *invite* le Centre-Réseau à rendre compte de ses données d'expérience à cet égard et des enseignements à retenir ;

22. *Se félicite* de la poursuite de la collaboration entre le Centre-Réseau des technologies climatiques et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ;

23. *Se félicite* des actions menées par le Centre-Réseau des technologies climatiques en vue de collaborer avec le secteur privé à l'élaboration et à la mise en œuvre de son programme de travail, notamment la fourniture d'une assistance technique et l'organisation d'activités de renforcement des capacités par l'intermédiaire de petites et moyennes entreprises, ainsi que des efforts qu'il déploie pour renforcer sa collaboration avec le secteur privé et les membres du Réseau ;

24. *Invite* le Centre-Réseau des technologies climatiques à continuer d'aider les pays en développement à élaborer et actualiser les évaluations des besoins technologiques et les plans d'action technologiques, ainsi qu'à mettre en œuvre ces plans d'action, à leur demande ;

25. *Invite également* le Centre-Réseau des technologies climatiques à continuer d'appuyer les activités de renforcement des capacités des entités nationales désignées des pays en développement afin de leur permettre de mener à bien les tâches qui leur incombent ;

26. *Encourage* les entités nationales désignées des pays développés à déterminer de quelle manière elles peuvent collaborer aux actions menées par le Centre-Réseau des technologies climatiques ;

27. *Prend note avec satisfaction* des renseignements communiqués sur les données d'expérience et les enseignements tirés en ce qui concerne les contributions *pro bono* et en nature<sup>6</sup>, et *encourage* le Centre-Réseau des technologies climatiques à continuer de mobiliser de telles contributions ;

28. *Se félicite* des actions menées par le Centre des technologies climatiques pour mobiliser un large éventail de ressources<sup>7</sup>, notamment auprès des banques multilatérales de développement, des mécanismes relevant du secteur privé, des organisations philanthropiques, des membres du Réseau, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que des nouvelles contributions au fonds d'affectation spéciale multidonateur et des engagements pluriannuels, qui permettent au Centre-Réseau des technologies climatiques de s'acquitter avec succès de ses mandats, et encourage le Centre-Réseau à poursuivre ces actions ;

29. *Remercie* les Parties d'avoir versé des contributions financières à l'appui des travaux du Centre-Réseau des technologies climatiques ;

30. *Prend acte* des difficultés rencontrées dans la mobilisation de ressources financières durables destinées au Centre-Réseau des technologies climatiques pour 2022 et *prie* le Centre-Réseau d'intensifier ses efforts en la matière afin de garantir un financement durable lui permettant de mettre en œuvre efficacement son programme de travail ;

31. *Encourage* le Centre-Réseau des technologies climatiques à participer à des manifestations permettant de le faire connaître plus largement, d'étendre son champ d'action et d'accroître les retombées de son action afin de favoriser le partage des connaissances et l'adoption des technologies climatiques.

10<sup>e</sup> séance plénière  
11 novembre 2021

<sup>6</sup> En application de la décision 14/CP.25, par. 22 ; voir aussi le document FCCC/SB/2020/4, annexe V.

<sup>7</sup> En application de la décision 14/CP.25, par. 26.

## Décision 10/CP.26

### Examen de l'acte constitutif du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* l'annexe VII de la décision 2/CP.17, dans laquelle les fonctions du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques sont définies,

*Rappelant également* l'annexe II de la décision 14/CP.18, qui porte sur la constitution du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques,

*En application* du paragraphe 16 de l'annexe II de la décision 14/CP.18,

1. *Décide* de modifier l'acte constitutif du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques en remplaçant le texte actuel par celui qui figure en annexe ;
2. *Estime* que la modification de l'acte constitutif du Conseil consultatif devrait garantir le fonctionnement efficace du Conseil consultatif.

## Annexe

### Acte constitutif du Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques

1. Le Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC) est composé comme suit, le but étant de parvenir à une représentation juste et équilibrée :

a) Dix-huit personnes représentant des gouvernements, dont un nombre égal de représentant(e)s de Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) et de représentant(e)s de Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I) et, pour les Parties non visées à l'annexe I, une représentation équitable des différents groupes régionaux d'États Membres de l'ONU ;

b) Le (la) président(e) et le (la) vice-président(e) du Comité exécutif de la technologie, en qualité de représentant(e)s du Comité ;

c) Un(e) des coprésident(e)s, ou un membre désigné par les coprésident(e)s, du Conseil du Fonds vert pour le climat, en qualité de représentant(e) du Fonds ;

d) Le (la) président(e) ou le (la) vice-président(e) du Comité de l'adaptation, ou un membre désigné par le (la) président(e) ou le (la) vice-président(e), en qualité de représentant(e) du Comité ;

e) Un(e) des coprésident(e)s, ou un membre désigné par les coprésident(e)s, du Comité permanent du financement, en qualité de représentant(e) du Comité ;

f) Le directeur ou la directrice du CRTC, en qualité de représentant(e) du CRTC ;

g) Six personnes représentant chacune, compte tenu du principe d'une représentation géographique équilibrée, un collectif d'organisations ayant le statut d'observateur au titre de la Convention (organisations non gouvernementales de défense de l'environnement, organisations non gouvernementales représentant les milieux commerciaux et industriels, organisations non gouvernementales indépendantes et du monde de la recherche, organisations non gouvernementales de jeunes, organisations autochtones, et Groupe Femmes et genre), ayant les compétences voulues dans le domaine de la technologie, du financement ou des affaires, qui sont reçues par l'organisation hôte du Centre des technologies climatiques.

2. Le Conseil consultatif invitera des représentant(e)s des organes constitués pertinents et des experts ayant le statut d'observateur à participer à des réunions en fonction des besoins précis de l'ordre du jour, selon les modalités et les procédures arrêtées par le Conseil consultatif à sa première réunion<sup>1</sup>.

3. Le directeur ou la directrice du CRTC assure les fonctions de secrétaire du Conseil consultatif.

4. Les personnes représentant des gouvernements sont proposées par leurs groupes respectifs et élues par la Conférence des Parties (COP). Les groupes sont encouragés à proposer les représentant(e)s des gouvernements au Conseil consultatif de façon à parvenir à un bon équilibre de compétences concernant la mise au point et le transfert de technologies d'adaptation et d'atténuation, en tenant compte de la nécessité d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes conformément aux décisions 36/CP.7 et 23/CP.18.

5. Les personnes représentant des gouvernements sont élues au Conseil consultatif pour un mandat de deux ans et ne peuvent accomplir plus de deux mandats consécutifs. Les règles ci-après s'appliquent :

a) La moitié des représentant(e)s sont initialement élu(e)s pour un mandat de trois ans et l'autre moitié pour un mandat de deux ans ;

<sup>1</sup> Voir décision 25/CP.19, annexe I.

b) Par la suite, la COP procède chaque année à l'élection de la moitié des représentant(e)s pour un mandat de deux ans ;

c) Les représentant(e)s exercent leur mandat jusqu'à ce que leurs successeur(e)s soient élu(e)s.

6. Si une personne représentant un gouvernement au Conseil consultatif démissionne ou se trouve pour d'autres raisons dans l'incapacité d'achever le mandat qui lui a été confié, ou d'assumer les fonctions de sa charge, le Conseil consultatif peut, en tenant compte de la date plus ou moins proche de la session suivante de la COP, décider de nommer un(e) autre représentant(e) du même groupe pour remplacer ladite personne jusqu'à l'expiration de son mandat, auquel cas la nomination compte comme un mandat.

7. Les représentant(e)s mentionné(e)s à l'alinéa b) du paragraphe 1 siègent au Conseil consultatif pendant la durée de leur mandat.

8. Les représentant(e)s mentionné(e)s aux alinéas c) à e) du paragraphe 1 siègent au Conseil consultatif pendant la durée de leur mandat.

9. Les représentant(e)s mentionné(e)s à l'alinéa g) du paragraphe 1 ne peuvent siéger plus de deux ans au Conseil consultatif<sup>2</sup>.

10. Les décisions du Conseil consultatif sont prises par consensus et uniquement par les représentant(e)s mentionné(e)s aux alinéas a) et b) du paragraphe 1. Ces représentant(e)s préciseront, dans les modalités et procédures arrêtées par le Conseil consultatif, comment adopter des décisions lorsque tous les efforts déployés pour parvenir à un consensus sont restés vains.

11. Le Conseil consultatif élit chaque année un(e) président(e) et un(e) vice-président(e) parmi les représentant(e)s visé(e)s à l'alinéa a) du paragraphe 1 pour un mandat d'un an chacun(e), l'un(e) étant originaire d'une Partie visée à l'annexe I et l'autre d'une Partie non visée à l'annexe I. Les postes de président(e) et de vice-président(e) sont occupés en alternance par un(e) représentant(e) d'une Partie visée à l'annexe I et par un(e) représentant(e) d'une Partie non visée à l'annexe I.

12. Si le (la) président(e) se trouve temporairement dans l'incapacité de s'acquitter des obligations de sa charge, le (la) vice-président(e) assume les fonctions de président(e). En l'absence du (de la) président(e) et du (de la) vice-président(e) à une réunion donnée, un(e) des représentant(e)s mentionné(e)s à l'alinéa a) du paragraphe 1, désigné(e) par le Conseil consultatif, assure à titre temporaire la présidence de cette réunion.

13. Si le (la) président(e) ou le (la) vice-président(e) n'est pas en mesure d'achever son mandat, le Conseil consultatif élit un(e) remplaçant(e) pour la période restant à courir, en tenant compte des dispositions du paragraphe 6.

14. Les Parties, le secrétariat et les organisations ayant le statut d'observateur peuvent assister en qualité d'observateurs aux réunions du Conseil consultatif, sauf décision contraire du Conseil consultatif.

15. Le Centre des technologies climatiques appuie et facilite les travaux du Conseil consultatif du CRTC.

*11<sup>e</sup> séance plénière  
12 novembre 2021*

<sup>2</sup> Voir décision 13/CP.24, par. 16.



## Décision 11/CP.26

### Deuxième examen du Centre-Réseau des technologies climatiques

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les décisions 1/CP.16, 2/CP.17, 1/CP.18, 14/CP.18, 14/CP.23 et 12/CP.24,

1. *Accueille favorablement* le rapport sur le deuxième examen indépendant du bon fonctionnement du Centre-Réseau des technologies climatiques (ci-après « le deuxième examen indépendant »)<sup>1</sup>, établi à la demande du secrétariat en application du paragraphe 20 de l'annexe VII de la décision 2/CP.17 et du paragraphe 10 de la décision 14/CP.23 ;
2. *Accueille avec satisfaction* l'organisation par le secrétariat<sup>2</sup> du dialogue visant à examiner les conclusions du deuxième examen indépendant<sup>3</sup> ;
3. *Accueille également avec satisfaction* les contributions et l'appui apportés par les Parties et les organisations compétentes aux activités du Centre-Réseau des technologies climatiques au cours de la période considérée ;
4. *Prend note* des principales conclusions du deuxième examen indépendant quant à la pertinence, l'efficacité, l'utilité, les effets et la durabilité des services fournis par le Centre-Réseau des technologies climatiques, telles qu'énoncées dans le rapport mentionné au paragraphe 1<sup>4</sup> ;
5. *Prend note également* des principaux résultats obtenus et difficultés rencontrées en ce qui concerne le bon fonctionnement du Centre-Réseau des technologies climatiques, tels qu'énoncés dans le rapport mentionné au paragraphe 1<sup>5</sup> ;
6. *Prend note en outre* que la contribution du Centre-Réseau des technologies climatiques au changement porteur de transformation devrait être durable et se traduire par des retombées positives en matière d'adaptation, d'atténuation et d'avantages socioéconomiques ;
7. *Se félicite* des nouvelles modalités d'organisation du Centre des technologies climatiques au niveau régional, qui visent à renforcer l'appui aux demandes d'assistance technique ;
8. *Se félicite également* des observations formulées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant le deuxième examen indépendant, telles qu'énoncées dans le rapport mentionné au paragraphe 1<sup>6</sup> ;
9. *Décide* de renouveler, pour une période de cinq ans, le mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Programme des Nations Unies pour l'environnement concernant l'accueil du Centre des technologies climatiques, tel qu'il figure à l'annexe I de la décision 14/CP.18 ;
10. *Autorise* la Secrétaire exécutive à signer, au nom de la Conférence des Parties, le mémorandum d'accord mentionné au paragraphe 9 ;
11. *Encourage* le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en tant qu'hôte du Centre des technologies climatiques, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et en consultation avec le Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques, à appliquer les recommandations contenues

<sup>1</sup> FCCC/CP/2021/3.

<sup>2</sup> En application de la décision 12/CP.24, par. 7.

<sup>3</sup> Voir [https://unfccc.int/ttclear/events/2021/2021\\_event07](https://unfccc.int/ttclear/events/2021/2021_event07).

<sup>4</sup> FCCC/CP/2021/3, par. 14 à 60.

<sup>5</sup> FCCC/CP/2021/3, par. 61 et 62.

<sup>6</sup> FCCC/CP/2021/3, annexe VIII.

dans le rapport visé au paragraphe 1 lorsqu'il mettra en œuvre ses nouvelles activités intéressant les travaux du Centre-Réseau des technologies climatiques, notamment les activités pertinentes au regard du troisième programme de travail du Centre-Réseau ;

12. *Prie* le Centre-Réseau des technologies climatiques d'inclure, dans le rapport annuel élaboré conjointement avec le Comité exécutif de la technologie pour 2022 et dans les rapports ultérieurs à la Conférence des Parties, par l'intermédiaire des organes subsidiaires, des renseignements sur ce qu'il envisage et ce qu'il fait pour donner suite aux recommandations figurant dans le rapport mentionné au paragraphe 1 ;

13. *Constate* que le Centre-Réseau des technologies climatiques continue de rencontrer des difficultés auxquelles il convient de prêter attention et qui sont liées notamment à des ressources financières limitées et insuffisantes et à un budget restreint compte tenu de l'étendue de ses mandats, à des problèmes administratifs et de communication dus à sa structure administrative, au manque de ressources dont les entités nationales désignées des pays en développement ont besoin pour participer activement et s'acquitter de leur mission, et à la participation limitée des membres du réseau et au manque de synergies entre eux ;

14. *Invite* le Centre-Réseau des technologies climatiques et le Comité exécutif technologique à étudier les moyens d'intensifier leur collaboration et ainsi de renforcer l'efficacité et l'utilité du Mécanisme technologique ;

15. *Invite également* le Centre-Réseau des technologies climatiques à stimuler, dans le cadre des services qu'il rend, la participation des membres du Réseau issus du secteur privé afin de renforcer son rôle de facilitateur dans le domaine des technologies climatiques ;

16. *Encourage* le Centre-Réseau des technologies climatiques à redoubler d'efforts pour promouvoir une collaboration active entre les entités nationales désignées ;

17. *Reconnaît* l'efficacité de l'appui fourni par les entités nationales désignées aux pays en développement parties pour les aider à demander une assistance technique au Centre-Réseau des technologies climatiques, appui grâce auquel toutes les demandes reçues ont été jugées admissibles, et *encourage* les entités nationales désignées à continuer d'œuvrer en ce sens ;

18. *Encourage* le Centre-Réseau des technologies climatiques à continuer d'appuyer les activités de renforcement des capacités des entités nationales désignées des pays en développement afin de leur permettre de mener à bien les tâches qui leur incombent ;

19. *Réaffirme* qu'il convient d'apporter un appui financier accru et durable au Centre-Réseau des technologies climatiques pour lui permettre de s'acquitter pleinement et efficacement de son mandat ;

20. *Encourage* le Centre-Réseau des technologies climatiques, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et en consultation avec le Conseil consultatif, à se mettre en rapport avec le secrétariat de la Convention pour intensifier encore la mobilisation des ressources par différents moyens, notamment le Mécanisme financier, les sources bilatérales et multilatérales et le secteur privé, les organisations philanthropiques, et les contributions financières et en nature provenant de l'organisation hôte et des participants au Réseau ;

21. *Invite* le Centre-Réseau des technologies climatiques à continuer de collaborer avec les entités fonctionnelles du Mécanisme financier et de renforcer leurs liens pour accroître sa capacité à fournir un appui technique aux pays en développement parties ;

22. *Décide* d'aligner la périodicité de l'examen indépendant du bon fonctionnement du Centre-Réseau des technologies climatiques sur celle de l'évaluation périodique de l'efficacité et du caractère adéquat de l'appui fourni au Mécanisme technologique pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur les questions ayant trait à la mise au point et au transfert de technologies<sup>7</sup> ; ainsi, l'examen indépendant se déroulera tous les cinq ans au lieu de quatre jusqu'à ce que la Conférence des Parties examine les fonctions du Centre-Réseau

<sup>7</sup> Voir décision 1/CP.21, par. 69.

des technologies climatiques à sa trente et unième session (2026) et décide de prolonger ou non son mandat<sup>8</sup> ;

23. *Prie* l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'entamer, à sa soixante-deuxième session (2025), l'examen des questions portant sur l'harmonisation des processus relatifs à l'examen indépendant du Centre-Réseau des technologies climatiques et à l'évaluation périodique du Mécanisme technologique en vue de recommander un projet de décision à la Conférence des Parties pour examen et adoption à sa trente et unième session ;

24. *Prie également* le secrétariat, en application du paragraphe 20 de l'annexe VII de la décision 2/CP.17, et sous réserve que des ressources financières soient disponibles, de faire procéder au troisième examen indépendant du bon fonctionnement du Centre-Réseau des technologies climatiques, pour examen par la Conférence des Parties à sa trente et unième session ;

25. *Prie en outre* le secrétariat d'organiser un dialogue à l'occasion de la trente et unième session de la Conférence des Parties afin d'examiner les conclusions du troisième examen indépendant du bon fonctionnement du Centre-Réseau des technologies climatiques.

*11<sup>e</sup> séance plénière  
12 novembre 2021*

---

<sup>8</sup> Voir décision 2/CP.17, annexe VII, par. 23.